

UNIVERSAL
LIBRARY

OU_220838

UNIVERSAL
LIBRARY

PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE
JUSTICE INTERNATIONALE

Serie D. N° 3.

COLLECTION DES TEXTES
GOUVERNANT
LA COMPETENCE DE LA COUR

PUBLICATIONS OF THE PERMANENT COURT OF
INTERNATIONAL JUSTICE

Series D. N° 3.

EXTRACTS FROM INTERNATIONAL
AGREEMENTS AFFECTING
THE JURISDICTION OF THE COURT.

PRÉFACE.

Le 20 janvier 1923, la Cour permanente de Justice internationale a pris la décision suivante :

Publication par la Cour d'une collection de clauses de conventions et accords internationaux gouvernant la compétence de celle-ci. (Distr. 274, annexe 6).

« La Cour décide la publication de ce recueil dans lequel il devrait être déclaré expressément que, bien que les gouvernements aient été priés de compléter la liste des traités, l'exactitude du recueil ne peut être garantie.

Le Greffier est chargé :

1) d'obtenir des renseignements officiels sur l'état des signatures et des ratifications des divers Etats touchés, et de s'adresser, à cet effet, aux autorités compétentes, afin d'insérer dans la collection les réponses éventuelles ;

2) d'envoyer au Secrétaire général de la Société des Nations un nombre d'exemplaires suffisant soit de l'épreuve de la collection, soit du sommaire contenu dans le document Distr. 274, annexe 6, avec prière de faire le nécessaire en vue d'obtenir des Membres de la Société l'indication de tout texte touchant la compétence de la Cour et qui n'a pu être connu par le Greffier, ou qui aurait échappé à son attention. »

En vertu de cette décision, la collection déjà compilée par le Greffe fut établie sous forme de volume et le sommaire en fut envoyé au Secrétaire général de la Société des Nations avec la lettre suivante :

« J'ai été chargé par une décision de la Cour en date du 20 janvier 1923 de publier une collection de clauses de traités, conventions ou accords internationaux gouvernant la compétence de la Cour.

PREFACE.

On January 20th, 1923, the Permanent Court of International Justice adopted the following decision :

Publication by the Court of a Collection of Clauses from Treaties, Conventions and International Agreements governing the Competence of the Court. (Distr. 274, Annex 6).

“The Court decided upon the publication of such a collection in which it should definitely be stated that although the governments had been requested to complete the list of treaties, the accuracy of the collection could not be guaranteed.

The Registrar was instructed :

(1) to obtain official information as to the position as regards signatures and ratifications by the various States concerned, and for this purpose to apply to the competent authorities in order that the answers received might be inserted in the collection.

(2) to send to the Secretary-General of the League of Nations a sufficient number of copies, either of the proofs of the collection or of the summary contained in Document Distr. 274, Annex 6, with a request that he should take the necessary steps to obtain from Members of the League information concerning any clause affecting the competence of the Court of which the Registrar could have no knowledge, or which might have escaped his notice.”

In accordance with this decision, the collection already made by the Registry was assembled as a volume, and a summary of it was sent to the Secretary-General of the League of Nations accompanied by the following letter :

“I have been directed by a decision of the Court taken on January 20th, 1923, to publish a collection of clauses of treaties, conventions or international agreements governing the competence of the Court.

En exécution de cette décision et sur instructions de la Cour, j'ai l'honneur de vous envoyer, sous pli séparé, quatre cents exemplaires du sommaire de cette collection en vous priant de bien vouloir faire le nécessaire en vue d'obtenir du gouvernement des Membres de la Société l'indication de tout texte touchant la compétence de la Cour et qui n'a pu être connu du Greffe ou qui aurait échappé à son attention.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Secrétaire général, etc.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) A. HAMMARSKJÖLD.»

Pour donner suite à la demande de la Cour, le Secrétaire général adressa une lettre circulaire au gouvernement des États Membres de la Société.

Lorsque l'ouvrage fut mis sous presse, des réponses avaient déjà été reçues, dans l'ordre suivant, des gouvernements suisse, français, luxembourgeois, finlandais, néerlandais, britannique et albanais. Dans le volume qui paraît aujourd'hui, il est tenu compte des réponses de ces gouvernements ainsi que de certains renseignements complémentaires fournis par le Secrétariat de la Société des Nations.

D'autre part, il y a lieu de noter que l'état des signatures et des ratifications des divers actes mentionnés dans le volume, a été inséré seulement dans la mesure où cela a été possible en se basant, dans chaque cas, sur les informations écrites que les gouvernements ou organisations dépositaires des actes originaux et des instruments de ratification ont bien voulu adresser au Greffe, sur sa demande.

La Haye, le 15 mai 1923.

Le Greffier de la Cour.

“In execution of this decision, and upon instructions from the Court, I have the honour to transmit to you, under separate cover, 400 copies of a summary of this collection and to request that you will be so good as to take the necessary steps to secure, from the Governments of the Members of the League, information as to any texts dealing with the competence of the Court which may not have been within the Registrar's knowledge or which may have escaped his notice.

I have, etc.,

(Signed) A. HAMMARSKJÖLD.”

In conformity with the request of the Court, the Secretary-General sent a circular letter to the Governments of States members of the League.

When the work was sent to press, replies had already been received, in the following order, from the governments of Switzerland, France, Luxemburg, Finland, Holland, Great-Britain and Albania. In the volume which is now published account has been taken of the replies of these Governments and of certain supplementary information furnished by the Secretariat of the League of Nations.

It should also be mentioned that the record of signatures and ratifications of the various treaties, etc., alluded to in the volume, has been inserted only in so far as it could be based on written information supplied to the Registry, in accordance with its request, by the Governments and organisations with which the original documents and instruments of ratification have been deposited.

The Hague, May 15th, 1923.

The Registrar of the Court.

PREMIÈRE PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE D'APRÈS LE STATUT DE LA COUR.

1.

Résolution de l'Assemblée de la Société des Nations du 18 décembre 1920, approuvant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale (cf. art. 35 du Statut ; ci-après).

1. L'Assemblée à l'unanimité déclare approuver, avec les amendements qu'elle y a apportés, le projet de Statut de la Cour permanente de Justice internationale, qui, préparé par le Conseil aux termes de l'article 14 du Pacte, a été soumis à son approbation.

2. Le Statut de la Cour, vu les termes particuliers dudit article 14, sera soumis, dans le plus bref délai, aux Membres de la Société des Nations pour adoption sous forme de Protocole dûment ratifié constatant qu'ils reconnaissent ce Statut. Le soin de procéder à cette présentation est confié au Conseil.

3. Dès que ce Protocole aura été ratifié par la majorité des Membres de la Société, le Statut de la Cour sera en vigueur et la Cour sera appelée à siéger, conformément audit Statut, dans tous les litiges entre les Membres ou États ayant ratifié, ainsi que pour les autres États auxquels la Cour est ouverte aux termes de l'article 35, alinéa 2, dudit Statut.

4. Ledit Protocole restera également ouvert à la signature des États mentionnés à l'annexe au Pacte.

FIRST PART.

JURISDICTION OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE IN ACCORDANCE WITH THE STATUTE OF THE COURT.

1.

Resolution of the Assembly of the League of Nations of December 13th, 1920, approving the Statute of the Permanent Court of International Justice. (Cf. Art. 35 of the Statute, below).

1. The Assembly unanimously declares its approval of the draft Statute of the Permanent Court of International Justice — as amended by the Assembly — which was prepared by the Council under Article 14 of the Covenant and submitted to the Assembly for its approval.

2. In view of the special wording of Article 14, the Statute of the Court shall be submitted within the shortest possible time to the Members of the League of Nations for adoption in the form of a Protocol duly ratified and declaring their recognition of this Statute. It shall be the duty of the Council to submit the Statute to the Members.

3. As soon as this Protocol has been ratified by the majority of the Members of the League, the Statute of the Court shall come into force and the Court shall be called upon to sit in conformity with the said Statute in all disputes between the Members or States which have ratified as well as between the other States, to which the Court is open under Article 35, paragraph 2, of the said Statute.

4. The said Protocol shall likewise remain open for signature by the States mentioned in the Annex to the Covenant.

Protocole de signature du 16 décembre 1920.

Les Membres de la Société des Nations, représentés par les soussignés dûment autorisés, déclarent reconnaître le statut ci-joint de la Cour permanente de Justice internationale de la Société des Nations, approuvé par le vote unanime de l'Assemblée de la Société, en date, à Genève, du 13 décembre 1920.

En conséquence, ils déclarent accepter la juridiction de la Cour dans les termes et conditions prévus dans le Statut ci-dessus visé.

Le présent Protocole, dressé conformément à la décision de l'Assemblée de la Société des Nations du 13 décembre 1920, sera ratifié. Chaque Puissance adressera sa ratification au Secrétariat général de la Société des Nations, par les soins duquel il en sera donné avis à toutes les autres Puissances signataires. Les ratifications resteront déposées dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des États visés à l'annexe du Pacte de la Société.

Le Statut de la Cour entrera en vigueur ainsi qu'il est prévu par ladite décision.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront foi.

3.

Disposition facultative

(cf. art. 36, alinéa 2 du Statut, reproduit ci-après).

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent en outre, au nom de leur gouvernement, reconnaître dès à présent, comme obligatoire, de plein droit et sans convention

Protocol of signature of December 16th, 1920.

The Members of the League of Nations, through the undersigned, duly authorised, declare their acceptance of the adjoined Statute of the Permanent Court of International Justice, which was approved by a unanimous vote of the Assembly of the League, on the 13th December, 1920, at Geneva.

Consequently, they hereby declare that they accept the jurisdiction of the Court in accordance with the terms and subject to the conditions of the above-mentioned Statute.

The present Protocol, which has been drawn up in accordance with the decision taken by the Assembly of the League of Nations on the 13th December, 1920, is subject to ratification. Each Power shall send its ratification to the Secretary-General of the League of Nations; the latter shall take the necessary steps to notify such ratification to the other signatory Powers. The ratification shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations.

The said Protocol shall remain open for signature by the Members of the League of Nations and by the States mentioned in the Annex to the Covenant of the League.

The Statute of the Court shall come into force as provided in the above-mentioned decision.

Executed at Geneva, in a single copy, the French and English texts of which shall both be authentic.

3.

Optional Clause

(cf. Art. 36, para. 2, of the Statute, reproduced below).

The undersigned, being duly authorised thereto, further declare, on behalf of their Government that, from this date, they accept as compulsory *ipso facto* and

spéciale, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et dans les termes suivants :

4.

Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

ARTICLE 35.

La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux États mentionnés à l'annexe au Pacte.

Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres États sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Lorsqu'un État, qui n'est pas Membre de la Société des Nations, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour, que cette partie devra supporter.

ARTICLE 36.

La compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

Les Membres de la Société et États mentionnés à l'Annexe au Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du Protocole, auquel le présent Acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître dès à présent comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet :

without special Convention, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, under the following conditions :

4.

Statute of the Permanent Court of International Justice.

ARTICLE 35.

The Court shall be open to the Members of the League and also to States mentioned in the Annex to the Covenant.

The conditions under which the Court shall be open to other States shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Council, but in no case shall such provisions place the parties in a position of inequality before the Court.

When a State which is not a Member of the League of Nations is a party to a dispute, the Court will fix the amount which that party is to contribute towards the expenses of the Court.

ARTICLE 36.

The jurisdiction of the Court comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in Treaties and Conventions in force.

The Members of the League of Nations and the States mentioned in the Annex to the Covenant may, either when signing or ratifying the protocol to which the present Statute is adjoined, or at a later moment, declare that they recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all or any of the classes of legal disputes concerning :

- a) l'interprétation d'un Traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

La déclaration ci-dessus visée pourra être faite purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains Membres ou États, ou pour un délai déterminé.

En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

ARTICLE 37.

Lorsqu'un traité ou convention en vigueur vise le renvoi à une juridiction à établir par la Société des Nations, la Cour constituera cette juridiction.

5.

Extrait du rapport présenté à la troisième Commission de la première Assemblée de la Société des Nations, par M. Hagerup, au nom de la sous-Commission.

(La Commission plénière a fait sien ce rapport, qui fut ensuite approuvé par l'Assemblée).

Article 35 (Bruxelles, art. 32).

La rédaction de cet article a semblé peu claire; la Sous-Commission l'a remaniée et s'est efforcée d'exprimer clairement ce qui suit :

- (a) The interpretation of a Treaty ;
- (b) Any question of International Law ;
- (c) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;
- (d) The nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

The declaration referred to above may be made unconditionally or on condition of reciprocity on the part of several or certain Members or States, or for a certain time.

In the event of a dispute as to whether the Court has jurisdiction, the matter shall be settled by the decision of the Court.

ARTICLE 37.

When a treaty or convention in force provides for the reference of a matter to a tribunal to be instituted by the League of Nations, the Court will be such tribunal.

5.

Extract from the report presented to the Third Committee of the First Assembly of the League of Nations, by M. Hagerup on behalf of the Sub-Committee.

(The full Committee adopted this report, which was afterwards approved by the Assembly).

Article 35 (Brussels, Art. 34).

The wording of this Article seemed lacking in clearness, and the Sub-Committee has re-cast it in an effort to express clearly what follows :

1° Aux Membres de la Société et aux États mentionnés à l'annexe au Pacte la Cour est ouverte. L'expression « Membre de la Société des Nations » embrasse aussi bien ceux qui ultérieurement entrèrent dans la Société que les Membres actuels.

2° Pour les autres États, leur accès à la Cour dépendra ou bien des dispositions particulières des traités en vigueur (par exemple les dispositions dans les traités de paix concernant le droit des minorités, le travail etc.) ou bien d'une résolution du Conseil. Celui-ci peut poser des conditions pour cet accès, conformément à l'article 17 du Pacte, sans pourtant qu'il en puisse résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Articles 36 et 37 (Bruxelles, art. 33 et 34).

La Sous-Commission a été en présence de plusieurs amendements tendant à élargir plus ou moins le cadre de la juridiction obligatoire et le droit pour les parties d'agir par voie d'assignation unilatérale. La Sous-Commission a estimé ne pas pouvoir adopter ces amendements. Elle a cru devoir s'en tenir aux principes énoncés à cet égard par le projet du Conseil. Quelque divergence d'opinions qu'il puisse y avoir sur l'interprétation du Pacte en ce qui concerne l'acceptation d'une juridiction obligatoire en dedans du cadre de ses dispositions, ainsi que sur l'opportunité politique d'accepter une juridiction inconditionnellement obligatoire dans les rapports internationaux, la Sous-Commission s'est arrêtée devant la considération que l'unanimité des Membres de la Société des Nations est nécessaire pour l'établissement de la Cour, et que cette unanimité ne semble pouvoir être obtenue que sur la base des principes établis par le projet du Conseil.

En ce qui concerne les termes dans lesquels le Conseil a formulé ces principes, la Sous-Commission a estimé que la règle de la compétence de la Cour gagnerait d'être exprimée un peu différemment. Le texte adopté par la Sous-Commission a pour but de formuler aussi clairement que possible les idées suivantes :

1. To the Members of the League of Nations and the States mentioned in the Annex to the Covenant the Court is open. The expression "Members of the League of Nations" includes those who subsequently enter the League as well as the present Members.

2. The access of other States to the Court will depend either on the special provisions of the Treaties in force (for example the provisions of the Treaties of Peace concerning the right of minorities, labour, etc.) or else on a resolution of the Council. Such resolution may lay down conditions of access in conformity with Article 17 of the Covenant, but in no case must these conditions result in any equality of the parties before the Court.

Articles 36 and 37 (Brussels, Art. 33 and 34).

The Sub-Committee has had before it several amendments tending to extend more or less the sphere of compulsory jurisdiction and the right of the parties to proceed by way of unilateral arraignment. The Sub-Committee has decided that it could not adopt these amendments, and that it should rather maintain the principles enunciated on this point in the Council's draft. Whatever differences of opinion there may be on the interpretation of the Covenant with regard to the acceptance of a compulsory jurisdiction within the scope of its provisions, and upon the political expediency of adopting an unconditionally compulsory jurisdiction in international relations, the Sub-Committee was unable to go beyond the consideration that unanimity on the part of the League of Nations is necessary for the establishment of the Court, and that it does not seem possible to arrive at unanimity except on the basis of the principles laid down in the Council's draft.

With regard to the terms in which the Council has formulated these principles, the Sub-Committee considered that the rule governing the jurisdiction of the Court would gain by a slightly different expression. The text adopted by the Sub-Committee aims at formulating as clearly as possible the following ideas :

1° La compétence de la Cour est en principe fondée sur un accord entre les parties. Cet accord peut résulter d'une convention spéciale soumettant un cas déterminé à la Cour, ou bien d'un traité ou d'une convention générale envisageant un ensemble d'affaires d'une certaine nature.

2° En ce qui concerne le droit d'assignation unilatérale visé par les mots « sans convention spéciale » du projet du Conseil, la Sous-Commission n'a pas, en supprimant ces mots, changé le sens du dit projet. Conformément à la proposition du Conseil, le texte préparé par la Sous-Commission n'admet ce droit que quand il se base sur une convention des parties. La question doit, d'après l'avis de la Sous-Commission, être résolue de la manière suivante : Si une convention établit sans aucune réserve la juridiction obligatoire pour certains cas ou pour certaines matières (comme le font certains traités généraux d'arbitrage ainsi que certaines clauses des traités de paix visant les droits des minorités, le travail etc.) chacune des parties a, en vertu d'un tel traité, le droit sans une convention spéciale (un compromis) de recourir à la juridiction convenue. Par contre, si la convention générale est soumise à certaines réserves (« intérêts vitaux », « indépendance », « honneur », etc.) dont l'appréciation, d'après les traités, appartient aux parties elles-mêmes, les parties ne peuvent pas recourir à la juridiction internationale sans un accord préalable (compromis).

3° Enfin, la Sous-Commission a cru devoir préciser que, lorsqu'un traité ou une convention vise le renvoi à une juridiction à établir par la Société des Nations, la Cour établie par le présent projet constituera cette juridiction. Cette disposition aura surtout une portée pratique pour les cas d'une juridiction internationale visé par les Traités de Paix. Elle ne vise pas les conventions existantes qui renvoient certains différends, ou bien en termes généraux à une cour d'arbitrage, ou bien à la Cour permanente d'Arbitrage à la Haye. Pour substituer à

1. The jurisdiction of the Court is in principle based upon an agreement between the parties. This agreement may be in the form of a special Convention submitting a given case to the Court, or of a Treaty or general Convention embracing a group of matters of a certain nature.

2. With regard to the right of unilateral arraignment contemplated in the words (“and this without any special agreement giving it jurisdiction”) in the Council’s draft, the Sub-Committee, by deleting these words, has not changed the meaning of the draft. In conformity with the Council’s proposal, the text prepared by the Sub-Committee admits this right only when it is based on an agreement between the parties. In the Sub-Committee’s opinion, the question must be settled in the following manner : If a Convention establishes, without any reservation, obligatory jurisdiction for certain cases or for certain questions (as is done in certain general arbitration treaties and in certain clauses of the Treaties of Peace dealing with rights of minorities, labour, etc.) each of the parties has, by virtue of such a treaty, the right to have recourse without special agreement (*compromis*) to the tribunal agreed upon. On the other hand, if the general Convention is subject to certain reservations (“vital interests”, “independence”, “honour”, etc.), the question whether any of these are involved in the terms of the Treaty being for the parties themselves to decide, the parties cannot have recourse to the International Tribunal without a preliminary agreement (*compromis*).

3. Finally, the Sub-Committee thought that it should establish the rule that when a treaty or a convention provides for reference to a tribunal to be established by the League of Nations, the Court established by the present draft shall be that tribunal. This provision will have a practical application, particularly in the cases mentioned in the Treaties of Peace for submission to an international Tribunal. It does not include existing conventions which refer certain disputes either to a Court of Arbitration generally or to the Permanent Court of

ces cours d'arbitrage la nouvelle Cour de Justice internationale, il faudra un accord spécial.

6.

Résolution, en date du 17 mai 1922, par laquelle le Conseil de la Société des Nations, lors de sa dix-huitième session, a réglé, en exécution de l'alinéa 2 de l'article 35 du Statut, les conditions auxquelles la Cour est ouverte aux États autres que les Membres de la Société des Nations ou ceux mentionnés à l'annexe au Pacte.

Le Conseil de la Société des Nations,

En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 35, paragraphe 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, et aux termes des dispositions dudit article, décide :

1. La Cour permanente de Justice internationale est ouverte à tout État qui n'est pas Membre de la Société des Nations ou qui n'est pas mentionné dans l'annexe au Pacte de la Société, aux conditions suivantes : Cet État devra avoir déposé préalablement au Greffe de la Cour une déclaration par laquelle il accepte la juridiction de la Cour, conformément au Pacte de la Société des Nations et aux termes et conditions du Statut et du Règlement de la Cour, en s'engageant à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout État qui s'y conformera.

2. Cette déclaration peut avoir soit un caractère particulier, soit un caractère général.

La déclaration d'un caractère particulier est celle par laquelle un État accepte la juridiction de la Cour pour un ou plusieurs différends déjà nés.

La déclaration d'un caractère général est celle par laquelle un État accepte la juridiction de la Cour pour tous différends nés ou à naître, ou pour une ou plusieurs catégories de tels différends.

Arbitration of the Hague. To substitute the new Court of International Justice for these Courts of arbitration would require a special agreement.

6.

Resolution dated May 17th, 1922, by which the Council of the League of Nations at its 18th session drew up, in conformity with paragraph 2 of Article 35, the conditions under which the Court is open to States other than Members of the League of Nations or those mentioned in the Annex to the Covenant.

The Council of the League of Nations,

In virtue of the powers conferred upon it by Article 35, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice, and subject to the provisions of that Article, resolves

1. The Permanent Court of the International Justice shall be open to a State which is not a Member of the League of Nations or mentioned in the Annex to the Covenant of the League, upon the following condition, namely : that such State shall previously have deposited with the Registrar of the Court a declaration by which it accepts the jurisdiction of the Court, in accordance with the Covenant of the League of Nations and with the terms and subject to the conditions of the Statute and Rules of Procedure of the Court, and undertakes to carry out in full good faith the decision or decisions of the Court and not to resort to war against a State complying therewith.

2. Such declaration may be either particular or general.

A particular declaration is one accepting the jurisdiction of the Court in respect only of a particular dispute or disputes which have already arisen.

A general declaration is one accepting the jurisdiction generally in respect of all disputes, or of a particular class or classes of disputes which have already arisen or which may arise in the future.

A State in making such a general declaration may

En signant une déclaration d'un caractère générale, tout État a la faculté d'accepter comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36 du Statut, sans que cette acceptation puisse, hors le cas de convention spéciale, être opposée soit aux Membres de la Société des Nations, soit aux États mentionnés dans l'annexe au Pacte qui ont signé ou qui signeront la « disposition facultative » prévue au protocole additionnel du 16 décembre 1920.

3. L'original des déclarations faites aux termes de la présente résolution est conservé par le Greffier de la Cour qui en transmet, selon la procédure adoptée par la Cour, des exemplaires certifiés conformes à tous les Membres de la Société des Nations ou aux États mentionnés dans l'annexe au Pacte, ainsi qu'à tous autres États que la Cour désignera, et au Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le Conseil de la Société des Nations se réserve le droit d'annuler ou d'amender à tout moment la présente résolution par une autre, dont la Cour recevra communication. Dès la réception de cette communication par le Greffier de la Cour, et dans la mesure déterminée par la nouvelle résolution, les déclarations existantes cessent d'être en vigueur, sauf en ce qui concerne les différends dont la Cour se trouvera déjà saisie.

5. La Cour connaît de toute question relative à la validité ou à l'effet d'une déclaration faite aux termes de la présente résolution.

7.

Tableau des signatures et ratifications.

Le tableau ci-après indique, dans sa première colonne, le nom des Membres de la Société et des autres États ayant signé le *Protocole de signature* (reproduit au n°. 2 ci-dessus) ; dans sa seconde colonne, le nom des Membres de la Société et des autres États ayant ratifié ce Protocole ; et dans sa troisième colonne, le nom des Membres de la Société ayant déclaré

accept the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto*, and without special convention, in conformity with Article 36 of the Statute of the Court ; but such acceptance may not, without special convention, be relied upon vis-à-vis members of the League or States mentioned in the Annex to the Covenant which have signed or may hereafter sign the "optional clause" provided for by the additional protocol of December 16th, 1920.

3. The original declarations made under the terms of this Resolution shall be kept in the custody of the Registrar of the Court. Certified true copies thereof shall be transmitted, in accordance with the practice of the Court, to all Members of the League of Nations and States mentioned in the Annex to the Covenant, and to such other States as the Court may determine, and to the Secretary-General of the League of Nations.

4. The Council of the League of Nations reserves the right to rescind or amend this Resolution by a Resolution which shall be communicated to the Court ; and on the receipt of such communication by the Registrar of the Court, and to the extent determined by the new Resolution, existing declarations shall cease to be effective except in regard to disputes which are already before the Court.

All questions as to the validity or the effect of a declaration made under the terms of this Resolution shall be decided by the Court.

7.

List of signatures and ratifications.

The list given below shows in the first column the names of Members of the League and other States which have signed the Protocol of Signature (reproduced under No. 2 above) ; in the second column the names of Members of the League and other States which have ratified the Protocol, and in the third column the names of Members of the League which have

accepter la *Disposition facultative* ; dans les cas où un gouvernement a souscrit à la déclaration « sous réserve de ratification », mention est faite de la ratification éventuelle ; dans tous les autres cas, la ratification n'est pas requise.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

Membres de la Société des Nations ayant signé le Protocole de signature.	Membres de la Société des Nations ayant ratifié.	Membres de la Société des Nations ayant déclaré accepter la disposition facultative.
Afrique du Sud Albanie Australie Autriche Belgique Bolivie Brésil	Afrique du Sud Albanie Australie Autriche Belgique Brésil	Autriche Brésil Sous réserve de l'acceptation de la juridiction obligatoire par deux au moins des Puissances représentées d'une façon permanente au Conseil de la Société des Nations.
Bulgarie Canada Chine Chili Colombie Costa-Rica Cuba	Bulgarie Canada Chine Cuba	Bulgarie Chine Costa-Rica

accepted the Optional Clause ; in the case of Governments which have signed the declaration "subject to ratification", if such ratification has been received, the fact is stated ; in all other cases ratification is unnecessary.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

Members of the League of Nations which have signed the Protocol of Signature.	Members of the League of Nations which have ratified.	Members of the League of Nations which have accepted the Opti- onal Clause.
Albania Australia Austria Belgium Bolivia Brazil	Albania Australia Austria Belgium Brazil	Austria Brazil (Subject to the condition that two at least of the Powers per- manently repre- sented upon the Council of the League of Na- tions accept com- pulsory jurisdic- tion).
Bulgaria Canada China Chili Colombia Costa-Rica Cuba Czecho-Slovakia	Bulgaria Canada China Cuba Czecho-Slovakia	Bulgaria China Costa-Rica

Membres de la Société des Nations ayant signé le Pro- tocolle le signature.	Membres de la Société des Nations ayant ratifié.	Membres de la Société des Nations ayant déclaré [ac- cepter la disposi- tion facultative.
Danemark	Danemark	Danemark sous réserve de ratification. (La ratification a été déposée à Genève le 20 juin 1921).
Espagne Esthonie Finlande	Espagne Esthonie Finlande	Esthonie Finlande sous réserve de ratification. (La ratification a été déposée à Genève le 6 avril 1922).
France Grande-Bretagne Grèce Haïti Inde Italie Japon Lettonie Libéria	France Grande-Bretagne Grèce Haïti Inde Italie Japon	Haïti Libéria sous réserve de ratification.
Lithuanie Luxembourg	Lithuanie	Lithuanie Luxembourg sous réserve de ratification.
Nouvelle-Zélande Norvège Panama Paraguay Pays-Bas	Nouvelle-Zélande Norvège Pays-Bas	Norvège Panama Pays-Bas

Members of the League of Nations which have signed the Protocol of Signature.	Members of the League of Nations which have ratified.	Members of the League of Nations which have accepted the Optional Clause.
Denmark	Denmark	Denmark, subject to ratification. (The ratification was deposited at Geneva on June 20th, 1921).
Esthonia Finland	Esthonia Finland	Esthonia. Finland, subject to ratification. (The ratification was deposited at Geneva on April 6th, 1922).
France Great Britain Greece Haiti India Italy Japan Latvia Liberia	France Great Britain Greece Haiti India Italy Japan	Haiti Liberia, subject to ratification.
Lithuania Luxemburg	Lithuania	Lithuania Luxemburg, subject to ratification.
Netherlands New Zealand Norway Panama Paraguay	Netherlands New Zealand Norway	Netherlands Norway Panama

Membres de la Société des Nations ayant signé le Pro- tocol de signature.	Membres de la Société des Nations ayant ratifié.	Membres de la Société des Nations ayant déclaré ac- cepter la disposi- tion facultative.
Perse Pologne Portugal Roumanie Salvador État serbe-croate- slovène Siam Suède Suisse	Pologne Portugal Roumanie État serbe-croate- slovène Siam Suède Suisse	Portugal Salvador Suède Suisse sous réserve de ratification et du droit de référen- dum. (Le Secrè- taire général de la Société des Nations a fait connaître par une lettre circulaire, en date du 30 juillet 1921, qu'il avait reçu une déclaration du gouvernement suisse portant ra- tification défini- tive — le délai de référendum étant expiré — de la disposition facultative). Uruguay
Tchéco-slovaquie Uruguay Venezuela	Tchéco-slovaquie Uruguay Venezuela	

Members of the League of Nations which have signed the Protocol of Signature.	Members of the League of Nations which have ratified.	Members of the League of Nations which have accepted the Optional Clause.
Persia Poland Portugal Roumania Salvador Serb-Croat-Slovene State Siam South Africa Spain Sweden Switzerland Uruguay Venezuela	Poland Portugal Roumania Serb-Croat-Slovene State Siam South Africa Spain Sweden Switzerland Uruguay Venezuela	Portugal Salvador Sweden Switzerland, subject to ratification and to the right of referendum (The Secretary-General of the League of Nations made known by means of a circular letter, dated July 30th, 1921, that he had received a declaration from the Swiss Government, definitely ratifying the optional clause, the time limit for a referendum having lapsed). Uruguay

Texte des déclarations d'acceptation de la Disposition facultative concernant la juridiction obligatoire de la Cour.

(Portugal)

Au nom du Portugal, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour, purement et simplement.

(Signé) AFFONSO COSTA.

(Suisse)

Au nom du gouvernement suisse et sous réserve de ratification par l'Assemblée fédérale, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est à dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour la durée de cinq années.

(Signé) MOTTA.

(Danemark)

Au nom du gouvernement danois et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit en sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est à dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour la durée de cinq années.

(Signé) HERLUF ZAHLE.

(Salvador)

Sous réserve de réciprocité

(Signé) J. GUSTAVO GUERRERO.

(Signé) ARTURO R. AVILA (SALVADOR).

8.

**Declarations of acceptance of the Optional Clause concerning
the Court's compulsory jurisdiction.**

(*Portugal*)

¹⁾ On behalf of Portugal, I recognise, in relation to any Member or State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto*, and without special convention.

(Signed) AFFONSO COSTA.

(*Switzerland*)

¹⁾ On behalf of the Swiss Government and subject to ratification by the Federal Assembly, I recognise, in relation to any Member or State accepting the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without special convention, for a period of five years.

(Signed) MOTTA.

(*Denmark*)

¹⁾ On behalf of the Danish Government and subject to ratification, I recognise, in relation to any Member or State accepting the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without special convention, for a period of five years.

(Signed) HERLUF ZAHLE.

(*Salvador*)

¹⁾ On condition of reciprocity.

(Signed) J. GUSTAVO GUERRERO,
ARTURO R. AVILA.

¹⁾ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(*Costa-Rica*)

Sous réserve de réciprocité.

(*Signé*) MANUEL M. DE PERALTA (COSTA-RICA).

(*Uruguay*)

Au nom du gouvernement de l'Uruguay, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit en sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre de la Société ou État acceptant la même obligation, c'est à dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement.

(*Signé*) B. FERNANDEZ Y MEDINA.

(*Luxembourg*)

Au nom du gouvernement luxembourgeois et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est à dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour purement et simplement pour une durée de cinq années.

(*Signé*) LEFORT.

(*Finland*)

Au nom du gouvernement de la République de Finlande et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est à dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour purement et simplement pour une durée de cinq années.

(*Signé*) ENCKELL.

(*Pays-Bas*)

La déclaration suivante a été faite par le Chargé d'Affaires des Pays-Bas au moment du dépôt de l'instrument de ratification et se trouve inscrite dans le procès-verbal de dépôt du dit instrument :

(*Costa Rica*)

1) On condition of reciprocity.

(Signed) MANUEL M. DE PERALTA.

(*Uruguay*)

1) On behalf of the Government of Uruguay, I recognise, in relation to any Member or State accepting the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without special convention.

(Signed) B. FERNANDEZ Y MEDINA.

(*Luxemburg*)

1) On behalf of the Government of Luxemburg and subject to ratification, I recognise, in relation to any Member or State accepting the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without special convention, for a period of five years.

(Signed) LEFORT.

(*Finland*)

1) On behalf of the Government of the Republic of Finland, and subject to ratification, I recognise, in relation to any other Member or State which accepts the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without any special convention, for a period of five years.

(Signed) ENCKELL.

(*Netherlands*)

The following declaration was made by the Netherlands Chargé d'Affaires at the moment of the deposit of the deed of ratification and is contained in the Procès-Verbal of Deposit of the deed :

1) Translated by the Secretariat of the League of Nations.

« Au nom du gouvernement néerlandais, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est à dire à condition de réciprocité, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, pour la durée de cinq années, sur tout différend futur à propos duquel des parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. »

(Signé) MOSSELMANS.

Chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas.

Pour copie conforme ;

(Signé) D. ANZIOTTI.

(*Libéria*)

Au nom du gouvernement de la République de Libéria, et sous réserve de ratification par le Sénat libérien, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État, acceptant la même obligation, c'est à dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement.

(Signé) N. LEHMANN.

(*Bulgarie*)

Au nom du gouvernement du Royaume de Bulgarie, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, purement et simplement.

(Signé) S. POMENOV.

(*Suède*)

Au nom du gouvernement royal suédois, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans con-

"On behalf of the Government of the Netherlands, I recognise, in relation to any other Member or State which accepts the same obligation, that is to say, on the condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without any special convention, in conformity with Article 36, § 2, of the Statute of the Court, for a period of five years, in respect of any future dispute in regard to which the parties have not agreed to have recourse to some other means of friendly settlement."

(Signed) MOSSELMANS.
Chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas.

Certified true copy

(Signed) D. ANZILOTTI.

(Liberia)

1) On behalf of the Government of the Republic of Liberia, and subject to ratification by the Liberian Senate, I recognise, in relation to any other Member or State which accepts the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without any special convention.

(Signed) B. LEHMAN.

(Bulgaria)

1) On behalf of the Government of the Kingdom of Bulgaria, I recognise, in relation to any other Member or State which accepts the same obligation, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without any special convention, unconditionally.

(Signed) POMENOV.

(Sweden)

1) On behalf of the Government of His Majesty the King of Sweden, I recognise, in relation to any other

1) Translated by the Secretariat of the League of Nations.

vention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est à dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour pour une durée de cinq années.

Genève, le 16 août 1921.

(Signé) P. DE ADLERCREUTZ.

(Norvège)

Au nom du gouvernement norvégien et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est à dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement pour la durée de cinq années.

6 septembre 1921.

(Signé) FRIDTJOF NANSEN.

(Haïti)

Au nom de la République d'Haïti, je déclare reconnaître la compétence obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale.

(Signé) F. ADDOR,
Consul.

(Lithuanie)

Pour la durée de cinq ans.

5 octobre 1921.

(Signé) GALVANAUSKAS.

(Panama)

La déclaration suivante a été transmise par M. R. A. Amador, chargé d'Affaires de la République de Panama à Paris, dans une lettre datée du 25 octobre 1921, et adressée à Sir Eric Drummond, Secrétaire général de la Société des Nations.

Au nom du gouvernement de Panama, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre membre ou État

Member or State which accepts the same obligation, that is to say, on the condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto*, and without any special convention, for a period of five years.

Geneva, August 16th. 1921.

(Signed) P. DE ADLERCREUTZ.

(Norway)

1) On behalf of the Government of His Majesty the King of Norway, and subject to ratification, I recognise, in relation to any other Member or State which accepts the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto*, and without any special convention, for a period of five years.

September 6th. 1921.

(Signed) FRIDTJOF NANSEN.

(Haiti)

1) On behalf of the Republic of Haiti, I recognise the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice as compulsory.

(Signed) F. ADDOR,
Consul.

(Lithuania)

For a period of five years.

October 5th, 1921.

(Signed) GALVANAUSKAS.

(Panama)

The following declaration was transmitted by M. R. A. Amador, Chargé d'Affaires of the Republic of Panama at Paris, in a letter dated October 25th. 1921, addressed to Sir Eric Drummond, Secretary-General of the League of Nations :

1) On behalf of the Government of Panama, I recog-

1) Translated by the Secretariat of the League of Nations.

acceptant la même obligation, c'est à dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement.

(Signé) R. A. AMADOR,
Chargé d'affaires.

(Brésil)

L'instrument de ratification, déposé auprès du Secrétariat permanent de la Société des Nations par le gouvernement du Brésil, contient le passage suivant :

“ declarando aceitar, de accôrdo com a mesma resolução do Poder Legislativo Nacional, a jurisdição obrigatoria da referida Côte, pelo prazo de cinco annos, sob condição de reciprocidade e desde que tambem a acceitem, pelo menos, duas das Potencias com assento permanente no Conselho Executivo da Liga das Nações.”

Pour copie conforme :

(Signé) D. ANZILOTTI.

(Traduction.)

« et déclarons accepter, en vertu de la même résolution du Pouvoir législatif du Brésil, la juridiction obligatoire de ladite Cour, pour une période de cinq années, sous condition de réciprocité et dès que cette juridiction sera aussi acceptée par deux au moins des Puissances représentées d'une manière permanente au Conseil de la Société des Nations ».

(Autriche)

Au nom de la République d'Autriche, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est à dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour permanente, purement et simplement, pour la durée de cinq années.

14 mars 1922.

(Signé) EMMERICH I FLÜGL.

nise, in relation to any other Member or State which accepts the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without any special convention.

(Signed) R. A. AMADOR.
Chargé d'Affaires.

(Brazil)

The instrument of ratification¹ deposited with the Permanent Secretariat of the League of Nations by the Brazilian government contains the following passage :

"... declarando aceitar, de accôrdo com a mesma resolução do Poder Legislativo Nacional, a jurisdição obrigatoria da referida Côrte, pelo prazo de cinco annos, sob condição de reciprocidade e desde que tambem a acceitem, pelo menos, duas das Potencias com assento permanente no Conselho Executivo da Liga das Nações."

Certified true copy :

(Signed) D. ANZILOTTI.

(Translation)

"... 1) we declare to recognise as compulsory, in accordance with the said resolution of the National Legislature, the jurisdiction of the said Court for the period of five years, on condition of reciprocity, and as soon as it has likewise been recognised as such by two at least of the Powers permanently represented on the Council of the League of Nations."

(Austria)

1) On behalf of the Austrian Republic, I declare that the latter recognises, in relation to any other Member or State which accepts the same obligation, that is to say, on the condition of reciprocity, the jurisdiction of the Permanent Court as compulsory, *ipso facto* and without any special convention, for a period of five years.

March 14th. 1922.

(Signed) EMMERICH PFLÜGL.

1) Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(*Chine*)

Le gouvernement chinois reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est à dire à condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, § 2, du Statut de la Cour pour la durée de cinq années.

Le 13 mai 1922.

(*Signé*) TS. F. TANG.

(*China*)

1) The Chinese Government recognises as compulsory *ipso facto* and without special convention, in relation to any Member or State which accepts the same obligation, that is to say on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court in conformity with article 36, § a, of the Statute of the Court, for a period of five years.

May 13, 1922.

(*Signed*) Ts. F. TANG.

1) Translated by the Secretariat of the League of Nations.

DEUXIÈME PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE D'APRÈS LES TRAITÉS DE PAIX.

9.

Traité de Paix signé à Versailles, le 28 juin 1919

entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Chine, Cuba, l'Equateur, la Grèce, le Guatemala, Haïti, l'Hedjaz, le Honduras, le Libéria, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, le Siam, la Tchéco-slovaquie et l'Uruguay, d'une part ;

Et l'Allemagne, d'autre part.

Signataires : les Puissances énoncées ci-dessus, sauf la Chine, ainsi que le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, l'Union Sud-Africaine, le Dominion de la Nouvelle-Zélande et l'Inde.

Ratifications :

SECOND PART.

JURISDICTION OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE IN ACCORDANCE WITH THE PEACE TREATIES.

9.

**Treaty of Peace,
signed at Versailles on June 28th, 1919,**

between the United States of America, the British Empire, France, Italy, Japan, Belgium, Bolivia, Brazil, China, Cuba, Czecho-Slovakia, Ecuador, Greece, Guatemala, Haiti, Hedjaz, Honduras, Liberia, Nicaragua, Panama, Peru, Poland, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Siam and Uruguay, of the one part,

and Germany, of the other part.

Signatories : The Powers enumerated above, with the exception of China, and also the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Union of South Africa, the Dominion of New Zealand, and India.

Ratifications :

§ 22 de l'Annexe à la Section IV de la Partie III.

La Commission de gouvernement aura le plein usufruit des propriétés autres que les mines et appartenant, tant au titre du domaine public qu'au titre du domaine privé, au gouvernement de l'empire allemand ou au gouvernement de tout État allemand sur le territoire du Bassin de la Sarre.

En ce qui concerne les chemins de fer, une équitable répartition de matériel roulant sera faite par une Commission mixte, où seront représentés la Commission de gouvernement du territoire du Bassin de la Sarre et les chemins de fer allemands.

Les personnes, les marchandises, les bateaux, les wagons, les véhicules et les transports postaux sortant du Bassin de la Sarre ou y entrant bénéficieront de tous les droits et avantages relatifs au transit et au transport tels qu'ils sont spécifiés dans les dispositions de la Partie XII (Ports, Voies d'eau et Voies ferrées) du présent Traité.

ARTICLE 65.

Dans un délai de trois semaines après la mise en vigueur du présent Traité, le port de Strasbourg et le port de Kehl seront constitués, pour une durée de sept années, en un organisme unique au point de vue de l'exploitation.

L'administration de cet organisme unique sera assurée par un directeur nommé par la Commission centrale du Rhin et révocable par elle.

Ce directeur devra être de nationalité française.

Il sera soumis au contrôle de la Commission centrale du Rhin et résidera à Strasbourg.

Il sera établi, dans les deux ports, des zones franches, conformément à la Partie XII (Ports, Voies d'eau et Voies ferrées) du présent Traité¹⁾.

Une convention particulière, à intervenir entre la France et l'Allemagne, et qui sera soumise à l'approbation de la Commission centrale du Rhin, déterminera les modalités de cette organisation, notamment au point de vue financier.

¹⁾ Cf., au sujet de ce paragraphe, art. 336, 337 et 376 du même traité, reproduits ci-après.

§ 22 of the Annex to Section IV of Part III.

The Governing Commission shall have the full right of user of all property, other than mines, belonging, either in public or in private domain, to the Government of the German Empire, or the Government of any German State, in the territory of the Saar Basin.

As regards the railways an equitable apportionment of rolling stock shall be made by a mixed Commission on which the Government of the territory of the Saar Basin and the German railways will be represented.

Persons, goods, vessels, carriages, wagons and mails coming from or going to the Saar Basin shall enjoy all the rights and privileges relating to transit and transport which are specified in the provisions of Part XII (Ports, Waterways and Railways) of the present Treaty.

ARTICLE 65.

Within a period of three weeks after the coming into force of the present Treaty, the port of Strasburg and the port of Kehl shall be constituted, for a period of seven years, a single unit from the point of view of exploitation.

The administration of this single unit will be carried on by a manager named by the Central Rhine Commission, which shall also have power to remove him.

The manager shall be of French nationality.

He will reside in Strasburg and will be subject to the supervision of the Central Rhine Commission.

There will be established in the two ports, free zones in conformity with Part XII (Ports, Waterways and Railways) of the present Treaty ¹⁾.

A special Convention between France and Germany, which shall be submitted to the approval of the Central Rhine Commission, will fix the details of this organisation, particularly as regards finance.

¹⁾ Cf. in regard to this paragraph Articles 336, 337 and 376 of the same Treaty, reproduced hereafter.

Il est entendu qu'aux termes du présent article, le port de Kehl comprend l'ensemble des surfaces nécessaires au mouvement du port et des trains le desservant, y compris les bassins, quais et voies ferrées, terre-pleins, grues, halls de quais et d'entrepôts, silos, élévateurs, usines hydro-électriques, constituant l'outillage du port.

Le gouvernement allemand s'engage à prendre toutes dispositions qui lui seront demandées en vue d'assurer que toutes les formations et manoeuvres de trains à destination ou en provenance de Kehl, relatifs tant à la rive droite qu'à la rive gauche du Rhin, soient effectuées dans les meilleures conditions possibles.

Tous les droits et propriétés des particuliers seront sauvegardées. En particulier, l'administratin des ports s'abstiendra de toute mesure préjudiciable aux droits de propriété des chemins de fer français ou badois.

L'égalité de traitement, au point de vue du trafic, sera assurée dans les deux ports aux nationaux, bateaux et marchandises de toutes nationalités.

Au cas où à l'expiration de la sixième année, la France estimerait que l'État d'avancement des travaux du port de Strasbourg rend nécessaire une prolongation de ce régime transitoire, elle aura la faculté de demander la prolongation à la Commission centrale du Rhin qui pourra l'accorder pour une période de dépassant pas trois ans.

Pendant toute la durée de la prolongation, les zones franches prévues ci-dessus seront maintenues.

En attendant la nomination du premier directeur par la Commission centrale du Rhin, un directeur provisoire, qui devra être de nationalité française, pourra être désigné par les Principales Puissances alliées et associées dans les conditions ci-dessus.

Pour toutes les questions posées par le présent article, la Commission centrale du Rhin décidera à la majorité des voix.

ARTICLE 289.

Chacune des Puissances alliées ou associées, s'inspirant des principes généraux ou des stipulations particulières du pré-

It is understood that for the purpose of the present Article the Port of Kehl includes the whole of the area necessary for the movements of the port and the trains which serve it, including the harbour, quays and railroads, platforms, cranes, sheds and warehouses, silos, elevators and hydro-electric plants, which make up the equipment of the port.

The German Government undertakes to carry out all measures which shall be required of it in order to assure that all the making-up and switching of trains arriving at or departing from Kehl, whether for the right bank or the left bank of the Rhine, shall be carried on in the best conditions possible.

All property rights shall be safeguarded. In particular the administration of the ports shall not prejudice any property rights of the French or Baden railroads.

Equality of treatment as respects traffic shall be assured in both ports to the nationals, vessels and goods of every country.

In case at the end of the sixth year France shall consider that the progress made in the improvement of the port of Strasburg still requires a prolongation of this temporary *régime*, she may ask for such prolongation from the Central Rhine Commission, which may grant an extension for a period not exceeding three years.

Throughout the whole period of any such extension the free zones above provided for shall be maintained.

Pending appointment of the first manager by the Central Rhine Commission a provisional manager who shall be of French nationality may be appointed by the Principal Allied and Associated Powers, subject to the foregoing provisions.

For all purposes of the present Article the Central Rhine Commission will decide by a majority of votes.

ARTICLE 289.

Each of the Allied or Associated Powers, being guided by the general principles or special provisions of the present

sent Traité, notifiera à l'Allemagne les conventions bilatérales ou les traités bilatéraux, dont elle exigera la remise en vigueur avec elle.

La notification prévue au présent article sera faite, soit directement, soit par l'entremise d'une autre Puissance. Il en sera accusé réception par écrit par l'Allemagne ; la date de la remise en vigueur sera celle de la notification.

Les Puissances alliées ou associées s'engagent entre elles à ne remettre en vigueur avec l'Allemagne que les conventions ou traités qui sont conformes aux stipulations du présent Traité.

La notification mentionnera éventuellement celles des dispositions de ces conventions ou traités qui, n'étant pas conformes aux stipulations du présent Traité, ne seront pas considérées comme remises en vigueur.

En cas de divergence d'avis, la Société des Nations sera appelée à se prononcer¹⁾.

Un délai de six mois, qui courra depuis la mise en vigueur du présent Traité, est imparti aux Puissances alliées ou associées pour procéder à la notification.

Les conventions bilatérales et traités bilatéraux, qui auront fait l'objet d'une telle notification, seront seuls remis en vigueur entre les Puissances alliées ou associées et l'Allemagne ; tous les autres sont et demeureront abrogés.

Les règles ci-dessus sont applicables à toutes conventions bilatérales ou traités bilatéraux existant entre toutes les Puissances alliées et associées signataires du présent Traité et l'Allemagne, même si lesdites Puissances alliées et associées n'ont pas été en État de guerre avec elle.

ARTICLE 336.

A défaut d'une organisation spéciale relative à l'exécution des travaux d'entretien et d'amélioration de la partie internationale d'un réseau navigable, chaque État riverain sera tenu

1) Cf., au sujet de ce paragraphe, l'article 15 du Protocole n° 2 relatif à la reconstruction de l'Autriche, signé à Genève le 4 octobre 1922, par les représentants des gouvernements britannique, français, italien, tchécoslovaque et autrichien. (p. 71 ci-après).

Treaty, shall notify to Germany the bilateral treaties or conventions which such Allied or Associated Power wishes to revive with Germany.

The notification referred to in the present Article shall be made either directly or through the intermediary of another Power. Receipt thereof shall be acknowledged in writing by Germany. The date of the revival shall be that of the notification.

The Allied and Associated Powers undertake among themselves not to revive with Germany any conventions or treaties which are not in accordance with the terms of the present Treaty.

The notification shall mention any provisions of the said convention and treaties which, not being in accordance with the terms of the present Treaty, shall not be considered as revived.

In case of any difference of opinion, the League of Nations will be called upon to decide ¹⁾.

A period of six months from the coming into force of the present Treaty is allowed to the Allied and Associated Powers within which to make the notification.

Only those bilateral treaties and conventions which have been the subject of such a notification shall be revived between the Allied and Associated Powers and Germany ; all the others are and shall remain abrogated.

The above regulations apply to all bilateral treaties or conventions existing between all the Allied and Associated Powers signatories to the present Treaty and Germany, even if the said Allied and Associated Powers have not been in a state of war with Germany.

ARTICLE 336.

In default of any special organisation for carrying out the works connected with the upkeep and improvement of the international portion of a navigable system, each riparian

1) Cf. in regard to this paragraph, Article 15 of the Protocol No. 2, concerning the reconstruction of Austria, signed at Geneva on October 4th, 1922, by the representatives of the British, French, Italian, Czecho-Slovak and Austrian Governments. (page 71 hereafter).

de prendre, dans la mesure convenable, les dispositions nécessaires à l'effet d'écarter tous obstacles ou dangers pour la navigation et d'assurer le maintien de la navigation dans de bonnes conditions.

Si un État néglige de se conformer à cette obligation, tout État riverain ou représenté à la Commission internationale, s'il y en a une, pourra en appeler à la juridiction instituée, à cet effet, par la Société des Nations.

ARTICLE 337.

Il sera procédé, de la même manière, dans le cas où un État riverain entreprendrait des travaux de nature à porter atteinte à la navigation dans la partie internationale. La juridiction visée à l'article précédent pourra prescrire la suspension ou la suppression de ces travaux, en tenant compte, dans ses décisions, des droits relatifs à l'irrigation, à la force hydraulique aux pêcheries et autres intérêts nationaux, qui, en cas d'accord de tous les États riverains ou de tous les États représentés à la Commission internationale, s'il en existe une, auront la priorité sur les besoins de la navigation.

Le recours à la juridiction de la Société des Nations ne sera pas suspensif.

ARTICLE 353.

Dans le cas de la construction d'une voie navigable à grande section Rhin-Danube, l'Allemagne s'engage à appliquer à ladite voie navigable le régime prévu aux articles 332 à 338 ¹⁾.

ARTICLE 376.

Les différends qui pourront s'élever entre les Puissances intéressées au sujet de l'interprétation et de l'application

1) Le régime prévu aux articles 332 à 338 du Traité de Versailles, a trait aux voies navigables déclarées internationales à l'article 331 du même Traité; savoir: l'Elbe, depuis le confluent de la Ultava (Moldau) et la Ultava (Moldau) depuis Prague; — l'Oder, depuis le confluent de l'Oppa; — le Niemen depuis Grodno; — le Danube depuis Ulm.

State shall be bound to take suitable measures to remove any obstacle or danger to navigation and to ensure the maintenance of good conditions of navigation.

If a State neglects to comply with this obligation, any riparian State, or any State represented on the International Commission, if there is one, may appeal to the tribunal instituted for this purpose by the League of Nations.

ARTICLE 337¹.

The same procedure shall be followed in the case of a riparian State undertaking any works of a nature to impede navigation in the international section. The tribunal mentioned in the preceding Article shall be entitled to enforce the suspension or suppression of such works, making due allowance in its decisions for all rights in connection with irrigation, water-power, fisheries, and other national interests, which, with the consent of all the riparian States or of all the States represented on the International Commission, if there is one, shall be given priority over the requirements of navigation.

Appeal to the tribunal of the League of Nations does not require the suspension of the works.

ARTICLE 353.

Should a deep-draught Rhine-Danube navigable waterway be constructed, Germany undertakes to apply thereto the régime prescribed in Articles 332 to 338¹⁾.

ARTICLE 376.

Disputes which may arise between interested Powers, with regard to the interpretation and application of the pre-

1) The régime prescribed in Articles 332 to 338 of the Treaty of Versailles relates to navigable waterways declared international in Article 331 of the same Treaty, viz., the Elbe from its confluence with the Vltava (Moldau), and the Vltava (Moldau) from Prague; — the Oder from its confluence with the Oppa; — the Niemen from Grodno; — the Danube from Ulm.

des dispositions qui précèdent, seront réglés ainsi qu'il sera prévu par la Société des Nations ¹⁾.

ARTICLE 386 ²⁾.

Au cas de violation d'une des dispositions des articles 380 à 386, ou en cas de désaccord sur l'interprétation de ces articles, toute Puissance intéressée pourra faire appel à la juridiction instituée dans ce but par la Société des Nations.

Afin d'éviter de porter devant la Société des Nations des questions de peu d'importance, l'Allemagne établira à Kiel une autorité locale ayant qualité pour connaître des différends en première instance, et pour donner satisfaction, dans la mesure du possible, aux plaintes qui seraient présentées par les agents consulaires des Puissances intéressées.

ARTICLE 415 ³⁾.

Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera le rapport de la Commission d'enquête à chacun des gouvernements intéressés dans le différend et en assurera la publication.

Chacun des gouvernements intéressés devra signifier au Secrétaire général de la Société des Nations, dans le délai d'un mois, s'il accepte ou non les recommandations contenues dans le rapport de la Commission, et, au cas où il ne les accepte pas, s'il désire soumettre le différend à la Cour permanente de Justice internationale de la Société des Nations.

1) Cet article s'applique à l'ensemble de la Partie XII du Traité, intitulée, «Ports, Voies d'eau, Voies ferrées.»

2) Les articles 380 à 386 constituent la section VI de la Partie XII, intitulée: Clauses relatives au canal de Kiel.

3) Cet article, ainsi que les trois suivants qui sont insérés dans la Partie XIII „Travail” du Traité, précise le procédure à employer au cas où ne seraient pas acceptées les conclusions du rapport de la Commission d'enquête instituée pour étudier toute plainte faite par un Membre au Bureau international du Travail contre un autre Membre, qui «à son avis, n'assurerait pas, d'une manière satisfaisante, l'exécution d'une Convention que l'un et l'autre auraient ratifiée en vertu des articles précédents.» (Article 411).

ceding Articles shall be settled as provided by the League of Nations ¹⁾).

ARTICLE 386 ²⁾).

In the event of violation of any of the conditions of Articles 380 to 386, or of disputes as to the interpretation of these Articles, any interested Power can appeal to the jurisdiction instituted for the purpose by the League of Nations.

In order to avoid reference of small questions to the League of Nations, Germany will establish a local authority at Kiel qualified to deal with disputes in the first instance and to give satisfaction as far as possible to complaints which may be presented through the consular representatives of the interested Powers.

ARTICLE 415 ³⁾).

The Secretary-General of the League of Nations shall communicate the report of the Commission of Enquiry to each of the governments concerned in the complaint, and shall cause it to be published.

Each of these Governments shall within one month inform the Secretary-general of the League of Nations whether or not it accepts the recommendations contained in the report of the Commission ; and if not, whether it proposes to refer the complaint to the Permanent Court of International Justice of the League of Nations.

1) This Article relates to the whole of Part XII of the Treaty entitled "Ports, Waterways and Railways".

2) Articles 380 to 386 forming Section 6 of Part XII, entitled "Clauses relating to the Kiel Canal".

3) This Article and the three following Articles, which are included in Part XIII "Labour" of the Treaty, lay down the procedure to be adopted should the conclusions contained in the report of the Commission of Enquiry appointed to consider any complaint made by a Member of the International Labour Office against another Member "if it is not satisfied that (such) other Member is securing the effective observance of any convention which both have ratified in accordance with the foregoing Articles", not be accepted.

ARTICLE 416.

Dans le cas où l'un des Membres ne prendrait pas, relativement à une recommandation ou à un projet de Convention, les mesures prescrites à l'article 405, tout autre Membre aura le droit d'en référer à la Cour permanente de Justice internationale.

ARTICLE 417.

La décision de la Cour permanente de Justice internationale concernant une plainte ou une question qui lui aurait été soumise conformément aux articles 415 ou 416 ne sera pas susceptible d'appel.

ARTICLE 418.

Les conclusions ou recommandations éventuelles de la Commission d'enquête pourront être confirmées, amendées ou annulées par la Cour permanente de Justice internationale, laquelle devra, le cas échéant, indiquer les sanctions d'ordre économique, qu'elle croirait convenable de prendre à l'encontre d'un gouvernement en faute, et dont l'application par les autres gouvernements lui paraîtrait justifiée.

ARTICLE 423 ¹⁾.

Toutes questions ou difficultés relatives à l'interprétation de la présente Partie ¹⁾ du présent Traité et des conventions ultérieurement conclues par les Membres, en vertu de ladite Partie, seront soumises à l'appréciation de la Cour permanente de Justice internationale.

¹⁾ Partie XIII, Travail.

ARTICLE 416.

In the event of any Member failing to take the action required by Article 405, with regard to a recommendation or draft Convention, any other Member shall be entitled to refer the matter to the Permanent Court of International Justice.

ARTICLE 417.

The decision of the Permanent Court of International Justice in regard to a complaint or matter which has been referred to it in pursuance of Article 415 or Article 416 shall be final.

ARTICLE 418.

The Permanent Court of International Justice may affirm, vary or reverse any of the findings or recommendations of the Commission of Enquiry, if any, and shall in its decision indicate the measures, if any, of an economic character which it considers to be appropriate, and which other Governments would be justified in adopting against a defaulting Government.

ARTICLE 423 ¹⁾.

Any question or dispute relating to the interpretation of this Part ¹⁾ of the present Treaty or of any subsequent convention concluded by the Members in pursuance of the provisions of this Part of the present Treaty shall be referred for decision to the Permanent Court of International Justice.

1) Part XIII. Labour.

10.

Traité de Paix

signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919,

entre les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Nicaragua, le Panama, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, le Siam et la Tchécoslovaquie, d'une part ;

et l'Autriche, d'autre part.

Signataires : les Puissances énoncées ci-dessus, ainsi que le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, l'Union Sud-Africaine, le Dominion de Nouvelle Zélande et l'Inde.

Ratifications :

ARTICLE 69.

L'Autriche agréee que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents de la présente Section affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations. Les Puissances alliées et associées représentées dans le Conseil s'engagent respectivement à ne pas refuser leur assentiment à toute modification desdits articles, qui serait consentie en due forme par une majorité du Conseil de la Société des Nations.

10.

Treaty of Peace

signed at Saint-Germain-en-Laye, on September 10th, 1919,

between the United States of America, the British Empire, France, Italy, Japan, Belgium, China, Cuba, Czecho-Slovakia, Greece, Nicaragua, Panama, Poland, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, and Siam, of the one part :

and Austria of the other part.

Signatories : the Powers enumerated above, also the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Union of South Africa, the Dominion of New Zealand and India.

Ratifications :

ARTICLE 69.

Austria agrees that the stipulations in the foregoing Articles of this Section, so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations. They shall not be modified without the assent of a majority of the Council of the League of Nations. The Allied and Associated Powers represented on the Council severally agree not to withhold their assent from any modification in these Articles which is in due from assented to by a majority of the Council of the League of Nations.

L'Autriche agréee que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

L'Autriche agréee en outre qu'en cas de divergence d'opinion, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le gouvernement autrichien et l'une quelconque des Principales Puissances alliées et associées ou tout autre Puissance, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le gouvernement autrichien agréee que tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déferé à la Cour permanente de Justice internationale. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

ARTICLE 241.

(Voir article 289 du *Traité de Versailles*, p. 23.)

ARTICLES 297—298.

(Voir articles 336 et 337 du *Traité de Versailles*, pp. 24—25.)

ARTICLE 308.

(Voir article 353 du *Traité de Versailles*, p. 25.)

ARTICLE 311.

Le libre accès à la mer Adriatique est accordé à l'Autriche et, à cette fin, la liberté de transit lui est reconnue sur les territoires et dans les ports détachés de l'ancienne monarchie austro-hongroise.

La liberté de transit est celle qui est définie à l'article 284 jusqu'au moment où une Convention générale sera conclue à

Austria agrees that any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction, or any danger or infraction, of any of these obligations, and that the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

Austria further agrees that any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these Articles between the Austrian Government and any one of the Principal Allied and Associated Powers or any other Power, a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. The Austrian Government hereby consents that any such dispute shall, if the other party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant.

ARTICLE 241.

(See Article 289 of the Treaty of Versailles, p. 23.)

ARTICLES 297—298.

(See Articles 336 and 337 of the Treaty of Versailles pp. 24—25.)

ARTICLE 308.

(See Article 353 of the Treaty of Versailles, p. 25.)

ARTICLE 311.

Free access to the Adriatic Sea is accorded to Austria, who with this object will enjoy freedom of transit over the territories and in the ports severed from the former Austro-Hungarian Monarchy.

Freedom of transit is the freedom defined in Article 284 until such time as a General Convention on the subject shall

ce sujet entre les Puissances alliées et associées ¹⁾ après quoi les dispositions de la nouvelle Convention y seront substituées.

Des conventions particulières entre les États ou les administrations intéressés détermineront les conditions de l'exercice de la faculté accordée ci-dessus et régleront notamment le mode d'utilisation des ports et des zones franches y existant ainsi que des voies ferrées y donnant normalement accès, l'établissement de services et tarifs internationaux (communs) comportant des billets et des lettres de voiture directes et le maintien des dispositions de la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et des conditions complémentaires jusqu'à son remplacement par une nouvelle Convention.

La liberté de transit s'étendra aux services postaux, télégraphiques et téléphoniques.

ARTICLE 324.

Les conditions techniques, administratives et financières dans lesquelles le droit de passage sera exercé par l'État tchéco-slovaque seront déterminées par une Convention entre l'administration des chemins de fer de cet État et celles des voies empruntées en Autriche. Si ces administrations ne peuvent se mettre d'accord sur les termes de cette Convention, il sera statué sur les points faisant l'objet du désaccord par un arbitre nommé par le gouvernement britannique ; les décisions de cet arbitre seront obligatoires pour les deux Parties.

En cas de désaccord sur l'interprétation de la Convention ou de difficultés qui n'auraient pas été prévues par cette Convention, il sera statué par un arbitrage dans les mêmes formes, tant que la Société des Nations n'aura pas institué une autre procédure.

ARTICLE 327.

En conséquence de la position géographique de l'État tchéco-slovaque, l'Autriche accepte les modifications sui-

¹⁾ Convention conclue à Barcelone le 20 avril 1921. (Voir p. 55. ci-après).

have been concluded between the Allied and Associated Powers ¹⁾, whereupon the dispositions of the new Convention shall be substituted therefor.

Special conventions between the States or Administrations concerned will lay down the conditions of the exercise of the right accorded above, and will settle in particular the method of using the ports and the free zones existing in them, the establishment of international (joint) services and tariffs including through tickets and waybills, and the maintenance of the Convention of Berne of October 14, 1890, and its supplementary provisions until its replacement by a new Convention.

Freedom of transit will extend to postal, telegraphic and telephonic services.

ARTICLE 324.

The technical, administrative and financial conditions under which the rights of the Czecho-Slovak State shall be exercised shall be laid down in a Convention between the railway administration of the Czecho-Slovak State and the railway administrations of the Austrian systems concerned. If the administrations cannot come to an agreement on the terms of this Convention, the points of difference shall be decided by an arbitrator nominated by Great Britain, and his decisions shall be binding on all parties.

In the event of disagreement as to the interpretation of the Convention or of difficulties arising unprovided for in the Convention, the same form of arbitration will be adopted until such time as the League of Nations may lay down some other procedure.

ARTICLE 327.

In view of the geographical situation of the Czecho-Slovak State Austria agrees to the following modifications in the

¹⁾ **Barcelona Convention, April 20th, 1921. (See p. 55 hereafter).**

vantes de la Convention internationale sur les télégraphes et téléphones, visée à l'article 235, Partie X (Clauses économiques), du présent Traité :

1°. Sur la demande de l'État tchéco-slovaque, l'Autriche établira et maintiendra des lignes télégraphiques directes à travers le territoire autrichien.

2°. La redevance annuelle à payer par l'État tchéco-slovaque pour chacune desdites lignes, sera calculée en conformité des dispositions des conventions susmentionnées, et, à moins de convention contraire, ne sera pas inférieure à la somme qui serait payable en vertu desdites conventions pour le nombre de messages prévu dans ces conventions comme impliquant le droit de demander l'établissement d'une nouvelle ligne directe, en prenant pour base le tarif réduit prévu à l'article 23, § 5 de la Convention télégraphique internationale (revision de Lisbonne).

3°. Tant que l'État tchéco-slovaque payera la redevance minima annuelle ci-dessus prévue pour une ligne directe ;

a) la ligne sera exclusivement réservée au trafic à destination et en provenance de l'État tchéco-slovaque ;

b) la faculté acquise à l'Autriche par l'article 8 de la Convention télégraphique internationale du 22 juillet 1875, de suspendre les services télégraphiques internationaux, ne sera pas applicable à cette ligne.

4°. Des dispositions semblables s'appliqueront à l'établissement et au maintien de circuits téléphoniques directs, et la redevance payable par l'État tchéco-slovaque pour un circuit téléphonique direct sera, à moins de convention contraire, le double de la redevance payable par une ligne télégraphique directe.

5°. Les lignes particulières à établir, ensemble les conditions administratives, techniques et financières nécessaires non prévues dans les conventions internationales existantes ou dans le présent article, seront déterminées par une convention ultérieure entre les États intéressés. A défaut d'entente, elles seront déterminées par un arbitre désigné par le Conseil de la Société des Nations.

6°. Les stipulations du présent article pourront être modifiées à toute époque par accord passé entre l'Autriche et

International Telegraph and Telephone Conventions referred to in Article 235, Part X (Economic Clauses), of the present Treaty :

(1) On the demand of the Czecho-Slovak State Austria shall provide and maintain trunk telegraph lines across Austrian territory.

(2) The annual rent to be paid by the Czecho-Slovak State for each of such lines will be calculated in accordance with the provisions of the above-mentioned Conventions, but unless otherwise agreed shall not be less than the sum that would be payable under those Conventions for the number of messages laid down in those Conventions as conferring the right to demand a new trunk line, taking as a basis the reduced tariff provided for in Article 23, paragraph 5, of the International Telegraph Convention as revised at Lisbon.

(3) So long as the Czecho-Slovak State shall pay the above minimum annual rent of a trunk line :

(a) the line shall be reserved exclusively for transit traffic to and from the Czecho-Slovak State ;

(b) the faculty given to Austria by Article 8 of the International Telegraph Convention of July 22nd, 1875, to suspend international telegraph services shall not apply to that line.

(4) Similar provisions will apply to the provision and maintenance of trunk telephone circuits, but the rent payable by the Czecho-Slovak State for a trunk telephone circuit shall, unless otherwise agreed, be double the rent payable for a trunk telegraph line.

(5) The particular lines to be provided together with any necessary administrative, technical and financial conditions not provided for in existing International Conventions or in this Article shall be fixed by a further convention between the States concerned. In default of agreement on such conventions they will be fixed by an arbitrator appointed by the Council of the League of Nations.

(6) The stipulations of the present Article may be varied at any time by agreement between Austria and the Czecho-

l'État tchéco-slovaque. A l'expiration d'un délai de dix années, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, les conditions dans lesquelles l'État tchéco-slovaque jouira des droits conférés par le présent article pourront, à défaut d'entente entre les parties, être modifiées à la requête de l'une ou de l'autre d'entre elles par un arbitre désigné par le Conseil de la Société des Nations.

7°. Si un différend venait à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation soit du présent article, soit de la convention visée au paragraphe 5, ce différend sera soumis à la décision de la Cour permanente de Justice internationale à instituer par la Société des Nations.

ARTICLE 328.

(*Voir article 376 du Traité de Versailles, p. 25.*)

ARTICLES 360 à 363.

(*Voir articles 415 à 418 du Traité de Versailles, pp. 26—27.*)

ARTICLE 368.

(*Voir article 423 du Traité de Versailles, p. 27.*)

11.

Traité de Paix

signé à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919,

entre les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Hedjaz, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État Serbe-Croate-Slovène, le Siam et la Tchéco-slovaquie, d'une part ;

et la Bulgarie, d'autre part.

Slovak State. After the expiration of ten years from the coming into force of the present Treaty the conditions under which the Czecho-Slovak State shall enjoy the rights conferred by this Article may, in default of agreement by the parties, be modified at the request of either party by an arbitrator designated by the Council of the League of Nations.

(7) In case of any dispute between the parties as to the interpretation either of this Article or of the Convention referred to in paragraph 5, this dispute shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice to be established by the League of Nations.

ARTICLE 328.

(See Article 376 of the Treaty of Versailles, p. 25.)

ARTICLES 360 to 363.

(See Articles 415 to 418 of the Treaty of Versailles, pp. 26--27.)

ARTICLE 368.

(See Article 423 of the Treaty of Versailles, p. 27.)

11.

Treaty of Peace

signed at Neuilly-sur-Seine, on November 27th, 1919,

between the United States of America, the British Empire, France, Italy and Japan, Belgium, China, Cuba, Czecho-Slovakia, Greece, Hedjaz, Poland, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State and Siam, of the one part ;

and Bulgaria, of the other part.

Signataires : les Puissances énoncées ci-dessus, ainsi que le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, l'Union Sud-africaine, le Dominion de Nouvelle Zélande et l'Inde.

Ratifications :

ARTICLE 57.

(Voir article 69 du *Traité de St. Germain*, p. 28.)

ARTICLE 168 ¹⁾.

Chacune des Puissances alliées ou associées, s'inspirant des principes généraux ou des stipulations particulières du présent Traité, notifiera à la Bulgarie les conventions bilatérales de toute nature, dont elle exigera la remise en vigueur avec elle.

La notification prévue au présent article sera faite soit directement soit par l'entremise d'une autre Puissance. Il en sera accusé réception par écrit par la Bulgarie ; la date de la remise en vigueur sera celle de la notification.

Les Puissances alliées ou associées s'engagent entre elles, à ne remettre en vigueur avec la Bulgarie que les conventions ou traités qui sont conformes aux stipulations du présent Traité.

La notification mentionnera éventuellement celles des dispositions de ces conventions ou traités qui, n'étant pas conformes aux stipulations du présent Traité, ne seront pas considérées comme remises en vigueur.

En cas de divergence d'avis, la Société des Nations sera appelée à se prononcer.

¹⁾ Comparer avec le texte de l'article 289 du *Traité de Versailles* (p. 23) et de l'article 241 du *Traité de St. Germain* (p. 29).

Signatories : the Powers enumerated above, and also the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Union of South Africa, the Dominion of New Zealand and India.

Ratifications :

ARTICLE 57.

(See Article 69 of the Treaty of St. Germain, p. 28.)

ARTICLE 168 ¹⁾.

Each of the Allied or Associated Powers, being guided by the general principles or special provisions of the present Treaty, shall notify to Bulgaria the bilateral treaties or conventions of all kinds which such Allied or Associated Power wishes to revive with Bulgaria.

The notification referred to in the present Article shall be made either directly or through the intermediary of another Power. Receipt thereof shall be acknowledged in writing by Bulgaria. The date of the revival shall be that of the notification.

The Allied and Associated Powers undertake among themselves not to revive with Bulgaria any conventions or treaties which are not in accordance with the terms of the present Treaty.

The notification shall mention any provisions of the said conventions and treaties which, not being in accordance with the terms of the present Treaty, shall not be considered as revived.

In case of any difference of opinion, the League of Nations will be called on to decide.

1) Cf. text of Article 289 of the Treaty of Versailles (p. 23) and Article 241 of the Treaty of St. Germain (p. 29).

Un délai de six mois, qui courra depuis la mise en vigueur du présent Traité, est imparti aux Puissances alliées ou associées pour procéder à la notification.

Les Conventions bilatérales et Traités bilatéraux, qui auront fait l'objet d'une telle notification, seront seuls remis en vigueur entre les Puissances alliées ou associées et la Bulgarie ; tous les autres sont et demeureront abrogés.

Les règles ci-dessus sont applicables à toutes conventions bilatérales ou traités bilatéraux existant entre toutes Puissances alliées et associées et la Bulgarie, même si lesdites Puissances alliées et associées n'ont pas été en état de guerre avec elle.

ARTICLES 225 et 226.

(Voir articles 336 et 337 du Traité de Versailles, pp. 24, 25.)

ARTICLE 245.

(Voir article 376 du Traité de Versailles, p. 25.)

ARTICLES 267—270.

(Voir les articles 415 à 418 du Traité de Versailles, pp. 26, 27.)

ARTICLE 285.

(Voir article 423 du Traité de Versailles, p. 27.)

12.

Traité de Paix signé à Trianon, le 4 juin 1920,

entre les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Nicaragua, le Panama, la Pologne, le Portugal, la Roumanie l'État serbe-croate-slovène, le Siam et la Tchécoslovaquie, d'une part ;

A period of six months from the coming into force of the present Treaty is allowed to the Allied and Associated Powers within which to make the notification.

Only those bilateral treaties and conventions which have been the subject of such a notification shall be revived between the Allied and Associated Powers and Bulgaria ; all the others are and shall remain abrogated.

The above rules apply to all bilateral treaties or conventions existing between the Allied and Associated Powers and Bulgaria, even if the said Allied and Associated Powers have not been in a state of war with Bulgaria.

ARTICLES 225 and 226.

(See Articles 336 and 337 of the Treaty of Versailles, pp. 24, 25.)

ARTICLE 245.

(See Article 376 of the Treaty of Versailles, p. 25.)

ARTICLES 267—270.

(See Articles 415 to 418 of the Treaty of Versailles, pp. 26, 27.)

ARTICLE 285.

(See Article 423 of the Treaty of Versailles, p. 27.)

12.

Treaty of Peace signed at Trianon, on June 4th, 1920,

between the United States of America, the British Empire, France, Italy, Japan, Belgium, China, Cuba, Czecho-Slovakia, Greece, Nicaragua, Panama, Poland, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State and Siam, of the one part ;

et la Hongrie, d'autre part

Signataires :

Ratifications :

ARTICLE 60.

(Voir article 69 du *Traité de St. Germain*, p. 28.)

ARTICLE 224.

(Voir article 289 du *Traité de Versailles*, p. 23.)

ARTICLES 281-282

(Voir articles 336 et 337 du *Traité de Versailles* pp. 24, 25.)

ARTICLE 202.

A moins de dispositions contraires, lorsque, par suite du tracé d'une nouvelle frontière, le régime des eaux (canalisation, inondations, irrigations, drainage ou affaires analogues) dans un État, dépend de travaux exécutés sur le territoire d'un autre État, ou lorsqu'il est fait emploi, sur le territoire d'un État, en vertu d'usages antérieurs à la guerre, des eaux ou de l'énergie hydraulique nées sur le territoire d'un autre État, il doit être établi une entente entre les États intéressés de nature à sauvegarder les intérêts et les droits acquis par chacun d'eux.

A moins de dispositions contraires, lorsqu'il est fait usage dans un État, pour des besoins municipaux ou domestiques, d'électricité ou d'eau dont, par suite du tracé d'une nouvelle frontière, la source se trouve située sur le territoire d'un autre État, il doit être établi une entente entre les États intéressés

and Hungary, of the other part.

Signatories :

Ratifications :

ARTICLE 60.

(See Article 69 of the Treaty of St. Germain, p. 28.)

ARTICLE 224.

(See Article 289 of the Treaty of Versailles, p. 23.)

ARTICLES 281—282.

(See Article 336 and 337 of the Treaty of Versailles, pp. 24, 25.)

ARTICLE 292.

In default of any provisions to the contrary, when as a result of the fixing of a new frontier the hydraulic system (canalisation, inundations, irrigation, drainage, or similar matters) in a State is dependent on works executed within the territory of another State, or when use is made on the territory of a State, in virtue of pre-war usage, of water or hydraulic power, the source of which is on the territory of another State, an agreement shall be made between the States concerned to safeguard the interests and rights acquired by each of them.

Unless otherwise provided, when use is made for municipal or domestic purposes in one State of electricity or water, the source of which as the result of the fixing of a new frontier is on the territory of another State, an agreement shall be made between the States concerned to safeguard the interests

de nature à sauvegarder les intérêts et les droits acquis par chacun d'eux. En attendant cet accord, les stations centrales électriques et les installations destinées à fournir l'eau seront tenues de continuer la fourniture sur des bases correspondantes aux conditions et contrats en vigueur, le 3 novembre 1918.

A défaut d'accord, dans le cas de l'un ou l'autre des alinéas qui précèdent, et sous réserve des stipulations de l'article 293, il sera statué par un arbitre désigné par le Conseil de la Société des Nations.

ARTICLE 293.

En vue de l'application de l'article 292, sur les territoires de l'ancien royaume de Hongrie formant le Bassin du Danube, non compris le Bassin de l'Olt, ainsi que pour l'exercice des attributions prévues ci-après, il est institué, dans l'intérêt commun des États ayant la souveraineté sur lesdits territoires, une Commission technique permanente du régime des eaux, comprenant un représentant de chacun des États territorialement intéressés et un Président nommé par le Conseil de la Société des Nations.

Cette Commission devra provoquer la conclusion, surveiller et, en cas d'urgence, assurer l'exécution des ententes prévues à l'article 292 ; elle devra maintenir et améliorer, notamment en ce qui concerne le déboisement et le reboisement, l'unité de régime des eaux, ainsi que des services y relatifs, tels que le service hydrométrique et d'annonce des crues. Elle procédera à l'étude des questions connexes de navigation, à l'exception de celles qui seraient du ressort de la Commission de navigation compétente pour « le Haut-Danube, dont elle devra saisir ladite Commission, et tiendra compte spécialement de l'intérêt des pêcheries. Cette Commission entreprendra en outre tous travaux ou études et créera tous services qui lui seraient confiés par entente unanime entre les États intéressés.

La Commission du Régime des Eaux devra se réunir dans un délai de trois mois après la mise en vigueur du présent Traité ; elle élaborera le règlement relatif à ses attributions

and rights acquired by each of them. Pending an agreement, central electric stations and waterworks shall be required to continue the supply up to an amount corresponding to the undertakings and contracts in force on November 3, 1918.

Failing an agreement in the case of either of the above paragraphs; and subject to the provisions of Article 293, the matter shall be regulated by an arbitrator appointed by the Council of the League of Nations.

ARTICLE 293.

In view of the application of Article 292 to the territories of the former Kingdom of Hungary forming the Basin of the Danube, excluding the Basin of the Olt, as well as for the exercise of the powers provided for below, there shall be set up, in the common interest of the States possessing sovereignty over the territories in question, a permanent technical Hydraulic System Commission; composed of one representative of each of the States territorially concerned and a Chairman appointed by the Council of the League of Nations.

This Commission shall bring about the conclusion, and supervise and, in urgent cases, ensure the carrying out of the agreements provided for in Article 292 ; it shall maintain and improve, particularly as regards deforestation and afforestation, the uniform character of the hydraulic system, as well as of the services connected therewith, such as the hydrometric service and the service of information as to the rising of the waters. It shall also study questions relating to navigation, excepting those falling within the competence of the Commission for regulating the navigation of the Upper Danube, which it shall refer to the said Commission, and it shall give special consideration to fishery interests. The Commission shall in addition undertake all works or schemes and shall establish all services with which it may be charged by the unanimous consent of the interested States.

The Hydraulic System Commission shall meet within three months from the coming into force of the present Treaty ; it shall draw up a regulation as to its functions and procedure,

et à son fonctionnement, règlement qui sera soumis à l'approbation des États intéressés.

Tous désaccords s'élevant sur des matières faisant l'objet du présent article seront réglés comme il sera prévu par la Société des Nations.

ARTICLE 294.

(Voir article 311 du Traité de St. Germain, p. 29.)

ARTICLE 307.

(Voir l'article 324 du Traité de St. Germain, p. 30.)

ARTICLE 311.

(Voir l'article 376 du Traité de Versailles, p. 25.)

ARTICLES 343-346.

(Voir les articles 415 à 418 du Traité de Versailles, pp. 26, 27.)

ARTICLE 451.

(Voir l'article 423 du Traité de Versailles, p. 27.)

13.

Traité de Paix signé à Sèvres, le 10 août 1920,

et

entre l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, l'Arménie, la Belgique, la Grèce, le Hedjaz, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène et la Tchéco-slovaquie, d'une part ;

et la Turquie, d'autre part.

which will be subject to approval by the States concerned.

Any disputes which may arise out of the matters dealt with in this Article shall be settled as provided by the League of Nations.

ARTICLE 294.

(See Article 311 of the Treaty of St. Germain, p. 29.)

ARTICLE 307.

(See Article 324 of the Treaty of St. Germain, p. 30.)

ARTICLE 311.

(See Article 376 of the Treaty of Versailles, p. 25.)

ARTICLES 343—346.

(See Articles 415 to 418 of the Treaty of Versailles, p. 26, 27.)

ARTICLE 451.

(See Article 423 of the Treaty of Versailles, p. 27.)

13.

Treaty of Peace, signed at Sèvres, on August 10th, 1920,

between the British Empire, France, Italy, Japan, Armenia, Belgium, Czecho-Slovakia, Greece, Hedjaz, Poland, Portugal, Roumania, and the Serb-Croat-Slovene State, of the one part.

and Turkey of the other part.

Signataires : les Puissances énumérées ci-dessus, sauf le Hedjaz et l'État Serbe-Croate-Slovène.

(*Note de l'éditeur :* Bien que le Traité de Sèvres n'ait pas été ratifié, et ne paraisse pas devoir être appliqué, il a paru utile, au point de vue documentaire, d'en insérer ici celles des stipulations qui concernent la Cour.)

ARTICLE 43.

Dans les limites de sa juridiction telles qu'elles sont fixées à l'article 39, ¹⁾ la Commission sera chargée des fonctions suivantes :

- a) l'exécution de tous les travaux jugés nécessaires à l'amélioration des passes ou de l'accès des ports ;
- b) l'éclairage et le balisage des passes ;
- c) la police du pilotage et du remorquage ;
- d) la police des mouillages ;
- e) le contrôle nécessaire pour assurer, dans les ports de Constantinople et de Haïdar-Pacha, l'application du régime prévu aux articles 335 à 344, Partie XI (Ports, voies d'eau et voies ferrées) du présent Traité ;
- f) le contrôle de tout ce qui a trait aux épaves et au sauvetage des navires et des marchandises ;
- g) la police des allèges.

ARTICLE 61.

Toutes contestations qui viendraient à s'élever entre les Puissances, relativement à l'interprétation ou à l'application des dispositions de la présente Section et, en ce qui concerne Constantinople et Haïdar-Pacha, des dispositions des articles 335 à 344, Partie XI (Ports, voies d'eau et voies ferrées), seront déferées à la Commission. Dans le cas où la décision de la Commission ne serait pas acceptée par une Puissance, la question sera, à la demande de toute Puissance intéressée,

¹⁾ Juridiction territoriale.

Signatories : the Powers enumerated above, with the exception of Hedjaz and the Serb-Croat-Slovene State.

(*Note by the Editor* : Although the Treaty of Sèvres has not been ratified, and should, it appears, not be applied, it has been thought desirable to insert here, for information, such of its provisions as concern the Court).

ARTICLE 43.

Within the limits of its jurisdiction as laid down in Article 39 ¹⁾ the Commission will be charged with the following duties :

(a) the execution of any works considered necessary for the improvement of the channels or the approaches to harbours ;

(b) the lighting and buoying of the channels ;

(c) the control of pilotage and towage ;

(d) the control of anchorages ;

(e) the control necessary to assure the application in the ports of Constantinople and Haidar Pasha of the régime prescribed in Articles 335 to 344, Part XI (Ports, Waterways and Railways) of the present Treaty ;

(f) the control of all matters relating to wrecks and salvage ;

(g) the control of lighterage.

ARTICLE 61.

Any differences which may arise between the Powers as to the interpretation or execution of the provisions of this Section, and as regards Constantinople and Haidar Pasha of the provisions of Articles 335 to 344, Part XI (Ports, Waterways, and Railways) shall be referred to the Commission. In the event of the decision of the Commission not being accepted by any Power, the question shall, on the demand of any Power concerned, be settled as provided by the League

1) Territorial jurisdiction.

réglée comme il sera prévu par la Société des Nations, et jusque là la décision de la Commission recevra son application.

ARTICLE 78.

Les dispositions de la Partie XI (Ports, voies d'eau et voies ferrées), concernant le régime des ports d'intérêt international et des ports francs ainsi que le transit, seront applicables à la ville de Smyrne et au territoire décrit à l'article 66.

ARTICLE 274.

(Voir article 289 du *Traité de Versailles*, p. 23.)

ARTICLE 345.

Sous réserve des dispositions de l'article 61, Partie III (Clauses politiques), tous différends qui viendraient à s'élever entre les États intéressés relativement à l'interprétation ou à l'application des dispositions des articles 335 à 344 ¹⁾, ainsi, d'une manière générale, que tous différends entre États intéressés relativement à l'utilisation du port, seront réglés dans les conditions fixées par la Société des Nations.

Les différends relatifs à l'exécution de travaux susceptibles de compromettre les facilités d'utilisation du port et ses accès, seront l'objet d'une procédure d'urgence et pourront donner

1) Article 335: Les ports d'Orient dont les noms suivent, sont déclarés d'intérêt international et soumis au régime prévu par les articles suivants de la présente Section:

Constantinople, de San Stefano à Dolma Bagtche;

Haïdar-Pacha;

Smyrne;

Alexandrette;

Caïffa;

Bassorah;

Trébizonde (dans les conditions prévues à l'article 352);

Batoum, sous réserve de stipulations ultérieures.

Ces ports comprendront des zones franches.

Sauf stipulations contraires du présent Traité, le régime prévu pour les ports ci-dessus visés ne porte pas atteinte à la souveraineté territoriale.

of Nations, pending whose decision the ruling of the Commission will be carried out.

ARTICLE 78.

The provisions of Part XI (Ports, Waterways and Railways) relating to the régime of ports of international interest, free ports and transit shall be applicable to the city of Smyrna and the territory defined in Article 66.

ARTICLE 274.

(See Article 289 of the Treaty of Versailles, p. 23.)

ARTICLE 345.

Subject to the provisions contained in Article 61, Part III (Political Clauses), differences which may arise between interested States with regard to the interpretation or to the application of the dispositions contained in Article 335 to 344¹⁾, as well as, in general, any differences between interested States with regard to the use of the ports, shall be settled in accordance with the conditions laid down by the League of Nations :

Differences with regard to the execution of works liable to prejudice the facilities for the use of the port or its approaches shall be dealt with by an accelerated procedure, and may be

1) *Article 335*: The following Eastern ports are declared ports of international concern and placed under the régime defined in the following Articles of this section;

Constantinople, from St. Stefano to Dolma Bagtchi;

Haidar Pasha;

Smyrna;

Alexandretta;

Haifa;

Basra;

Trebizond (in the conditions laid down in Article 352);

Batum (subject to conditions to be subsequently fixed).

Free zones shall be provided in these ports. •

Subject to any provisions to the contrary in the present Treaty, the régime laid down for the above ports shall not prejudice the territorial sovereignty.

lieu, sans préjudice de l'avis ou du jugement définitifs touchant le fond du litige, à un avis ou à un jugement provisoires qui pourront prescrire la suspension ou la suppression immédiates desdits travaux.

ARTICLE 346.

Sur requête adressée au Conseil de la Société des Nations par un des États riverains, la Maritsa sera déclarée fleuve international et sera soumise au régime des fleuves internationaux prévus par les articles 332 à 338 du Traité de Paix conclu avec l'Allemagne le 28 juin 1919.

ARTICLE 349.

En vue d'assurer à la Turquie le libre accès à la mer Méditerranée et à la mer Egée, la liberté de transit lui est reconnue sur les territoires et dans les ports détachés de la Turquie.

La liberté de transit est celle qui est définie à l'article 328, jusqu'à ce qu'une Convention générale soit conclue à ce sujet, après quoi les dispositions de la nouvelle Convention y seront substituées.

Des conventions particulières entre les États ou les administrations intéressés détermineront, en ce qui concerne la Turquie avec l'assentiment de la Commission financière, les conditions de l'exercice de la faculté accordée ci-dessus et régleront notamment le mode d'utilisation des ports et des zones franches y existant, l'établissement des services et tarifs internationaux (communs) comportant des billets et des lettres de voiture directs et l'application des dispositions de la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et des dispositions complémentaires, jusqu'à son remplacement par une nouvelle Convention.

La liberté de transit s'étendra aux services postaux, télégraphiques et téléphoniques.

the object of an expression of opinion, or of a provisional decision which may prescribe the suspension or the immediate suppression of the said works, without prejudice to the ultimate opinion or decision in the case.

ARTICLE 346.

On a request being made by one of the riparian States to the Council of the League of Nations, the Maritsa shall be declared an international river, and shall be subject to the régime of international rivers laid down in Articles 332 to 338 of the Treaty of Peace concluded with Germany on June 28, 1919.

ARTICLE 349.

In order to ensure to Turkey free access to the Mediterranean and Aegean Seas, freedom of transit is accorded to Turkey over the territories and in the ports detached from Turkey.

Freedom of transit is the freedom defined in Article 328, until such time as a General Convention on the subject shall have been concluded, whereupon the dispositions of the new Convention shall be substituted therefore.

Special conventions between the States or Administrations concerned will lay down, as regards Turkey with the assent of the Financial Commission, the conditions of the exercise of the right accorded above, and will settle in particular the method of using the ports and the free zones existing in them, the establishment of international (joint) services and tariffs, including through tickets and waybills, and the application of the Convention of Berne of October 14, 1890, and its supplementary provisions, until its replacement by a new Convention.

Freedom of transit will extend to postal, telegraphic and telephonic services.

ARTICLE 350.

Dans le port de Smyrne il sera donné à bail à la Turquie, à perpétuité si un terme n'est pas fixé par la Société des Nations, un espace qui sera placé sous le régime général des zones franches prévues aux articles 341 à 344, et qui sera affecté au transit direct des marchandises en provenance ou à destination de cet État.

La délimitation de l'espace visé à l'alinéa précédent, sa jonction avec les chemins de fer existants, son aménagement, son mode d'exploitation et, en général, toutes les conditions de son utilisation, y compris le prix de location, seront fixés par une Commission composée de : un délégué de la Turquie, un délégué de la Grèce et un délégué désigné par la Société des Nations. Ces conditions pourront être revisées tous les dix ans dans les mêmes formes.

ARTICLE 351.

Le libre accès à la mer Noire par le port de Batoum est accordé à la Géorgie, à l'Azerbeïdjan et à la Perse comme à l'Arménie. Ce droit d'accès sera exercé dans les conditions prévues à l'article 349.

ARTICLE 352.

Sous réserve de la décision prévue à l'article 89, Partie III (Clauses politiques), le libre accès à la mer Noire par le port de Trébizonde est accordé à l'Arménie ; le droit d'accès sera exercé dans les conditions prévues à l'article 349.

Dans ce cas il sera donné à bail à l'Arménie dans le port de Trébizonde, à perpétuité si un terme n'est pas fixé par la Société des Nations, un espace qui sera placé sous le régime général des zones franches prévu aux articles 341 à 344, et qui sera affecté au transit direct des marchandises en provenance ou à destination de cet État.

La délimitation de l'espace visé à l'alinéa précédent, sa jonction avec les chemins de fer existants, son aménagement, son mode d'exploitation, et, en général, toutes les conditions de son utilisation, y compris le prix de location, seront fixés

ARTICLE 350.

In the port of Smyrna Turkey will be accorded a lease in perpetuity, subject to determination by the League of Nations, of an area which shall be placed under the general régime of free zones laid down in Articles 341 to 344, and shall be used for the direct transit of goods coming from or going to that State.

The delimitation of the area referred to in the preceding paragraph, its connection with existing railways, its equipment and exploitation, and in general all the conditions of its utilisation, including the amount of the rental, shall be decided by a Commission consisting of one delegate of Turkey, one delegate of Greece, and one delegate appointed by the League of Nations. These conditions shall be susceptible of revision every ten years in the same manner.

ARTICLE 351.

Free access to the Black Sea by the port of Batum is accorded to Georgia, Azerbaijan and Persia, as well as to Armenia. This right of access will be exercised in the conditions laid down in Article 349.

ARTICLE 352.

Subject to the decision provided for in Article 89, Part III (Political Clauses), free access to the Black Sea by the port of Trebizond is accorded to Armenia. This right of access will be exercised in the conditions laid down in Article 349.

In that event Armenia will be accorded a lease in perpetuity, subject to determination by the League of Nations, of an area in the said port which shall be placed under the general régime of free zones laid down in Article 341 to 344, and shall be used for a direct transit of goods coming from or going to that State.

The delimitation of the area referred to in the preceding paragraph, its connection with existing railways, its equipment and exploitation, and in general all the conditions of its utilisation, including the amount of the rental, shall be decided

par une Commission composée de : un délégué de l'Arménie, un délégué de la Turquie et un délégué désigné par la Société des Nations. Ces conditions pourront être revisées tous les dix ans dans les mêmes formes.

ARTICLE 369.

(Voir article 376 du *Traité de Versailles*, p. 25.)

ARTICLES 402 à 405.

(Voir les articles 415 à 418 du *Traité de Versailles*, pp. 26, 27.)

ARTICLE 410.

(Voir article 423 du *Traité de Versailles*, p. 27.)

by a Commission consisting of one delegate of Armenia, one delegate of Turkey, and one delegate appointed by the League of Nations. These conditions shall be susceptible of revision every ten years in the same manner.

ARTICLE 369.

(See Article 376 of the Treaty of Versailles, p. 25.)

ARTICLES 402 to 405.

(See Articles 415 to 418 of the Treaty of Versailles, p. 26, 27.)

ARTICLE 410.

(See Article 423 of the Treaty of Versailles, p. 27.)

TROISIEME PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE D'APRÈS LES TRAITÉS DITS DE MINORITÉS ¹⁾ ET LES AUTRES ACCORDS OU DÉCLARATIONS RELATIFS AUX DROITS DES MINORITÉS ²⁾

14.

Traité

signé à Versailles le 28 juin 1919,

entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne.

Signataires :

Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Pologne.

1) La résolution suivante, adoptée par la troisième Assemblée de la Société des Nations, le 21 septembre 1922, gouverne l'application des dispositions des traités en question en ce qui concerne la compétence de la Cour :

« II. En cas de divergence d'opinion des questions de droit ou de fait, concernant les stipulations des traités de minorités entre le gouvernement intéressé et l'un quelconque des États Membres du Conseil de la Société des Nations, l'Assemblée recommande aux Membres du Conseil de faire appel, en évitant tout délai inutile, à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, conformément aux traités de minorités, étant entendu que les autres formes de conciliation prévues par le Pacte peuvent toujours être employées.

2) Voir également :

Traité de St. Germain, art. 69, p. 28.

Traité de Neuilly, art. 57, p. 33.

Traité de Trianon, art. 60, p. 35.

Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, art. 33 ; p. 73.

THIRD PART.

JURISDICTION OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE UNDER THE MINORITIES TREATIES¹⁾ AND OTHER AGREEMENTS OR DECLARATIONS REGARDING THE RIGHTS OF MINORITIES²⁾.

14.

Treaty

signed at Versailles, on June 28th, 1919,

between the Principal Allied and Associated Powers and Poland.

Signatories :

The United States of America, the British Empire, France, Italy, Japan, Poland.

1) The following resolution adopted by the Third Assembly of the League of Nations on September 21st 1922 concerns the method of applying the treaties in question, as regards the jurisdiction of the Court:

II. In case of difference of opinion as to questions of law or fact arising out of the provisions of the Minorities Treaties between the Government concerned and one of the States Members of the Council of the League of Nations, the Assembly recommends that the Members of the Council appeal without unnecessary delay to the Permanent Court of International Justice for a decision in accordance with the Minorities Treaties, it being understood that the other methods of conciliation provided for by the Covenant may always be employed.

2) See also:

Treaty of St. Germain, Art. 69; p. 28.

Treaty of Neuilly, Art. 57; p. 33.

Treaty of Trianon, Art. 60; p. 35.

Convention between Poland and the Free City of Danzig, Art. 33; p. 73.

Ratifications :

ARTICLE 12.

La Pologne agréée que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations. Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon s'engagent à ne pas refuser leur assentiment à toute modification desdits articles, qui serait consentie en due forme par une majorité du Conseil de la Société des Nations.

La Pologne agréée que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

La Pologne agréée en outre qu'en cas de divergence d'opinion, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le gouvernement polonais et l'une quelconque des Principales Puissances alliées et associées ou tout autre Puissance, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le gouvernement polonais agréé que tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

Ratifications :

ARTICLE 12.

Poland agrees that the stipulations in the foregoing Articles, so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations. They shall not be modified without the assent of a majority of the Council of the League of Nations. The United States, the British Empire, France, Italy and Japan hereby agree not to withhold their assent from any modification in these Articles which is in due form assented to by a majority of the Council of the League of Nations.

Poland agrees that any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction, or any danger of infraction, of any of these obligations, and that the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

Poland further agrees that any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these Articles between the Polish Government and any one of the Principal Allied and Associated Powers or any other Power, a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. The Polish Government hereby consents that any such dispute shall, if the other party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant.

ARTICLE 18.

En attendant la conclusion d'une Convention générale pour le régime international des voies d'eau, la Pologne s'engage à appliquer au réseau fluvial de la Vistule (y compris le Bug et la Narew) le régime précisé par les articles 332 à 337 du Traité de Paix avec l'Allemagne pour les voies d'eau internationales.

15.

Traité

signé à St. Germain le 10 septembre 1919

entre les Principales Puissances alliées et associées et la Tchéco-Slovaquie.

ARTICLE 14.

(*Voir article 12 du Traité avec la Pologne, p. 44.*)

16.

Traité

signé à St. Germain le 10 septembre 1919

entre les Principales Puissances alliées et associées et l'État serbe-croate-slovène.

ARTICLE 11.

(*Voir article 12 du Traité avec la Pologne, p. 44.*)

17.

Traité

signé à Paris, le 9 décembre 1919,

entre les Principales Puissances alliées et associées et la Roumanie.

ARTICLE 18.

Pending the conclusion of a general Convention on the international régime of waterways, Poland undertakes to apply to the river system of the Vistula (including the Bug and the Narev) the régime applicable to international waterways set out in Articles 332 to 337 of the Treaty of Peace with Germany.

15.

Treaty

signed at St. Germain, on September 10th, 1919,

between the Principal Allied and Associated Powers and Czecho-Slovakia.

ARTICLE 14.

(See Article 12 of the Treaty with Poland, p. 44.)

16.

Treaty

signed at St. Germain. on September 10th, 1919,

between the Principal Allied and Associated Powers and the Serb-Croat-Slovene State.

ARTICLE 11.

(See Article 12 of the Treaty with Poland, p. 44.)

17.

Treaty

signed at Paris, on December 9th, 1919,

between the Principal Allied and Associated Powers and Roumania.

ARTICLE 12.

(*Voir article 12 du Traité avec la Pologne, p. 44.*)

ARTICLE 16.

En attendant la conclusion d'une convention générale pour le régime international des voies d'eau, la Roumanie s'engage à appliquer aux portions du système fluvial du Pruth qui peuvent être comprises sur son territoire ou qui en forment les frontières, le régime précisé au paragraphe de l'article 332 et dans les articles 333 à 338 du Traité de paix avec l'Allemagne.

18.

Traité

signé à Sèvres le 10 août 1920,

entre les Principales Puissances alliées et associées et la Grèce.

ARTICLE 16.

(*Voir article 12 du Traité avec la Pologne, p. 44.*)

19.

Traité

signé à Sèvres, le 10 août 1920,

entre les Principales Puissances alliées et associées et l'Arménie.

ARTICLE 8.

(*Voir article 12 du Traité avec la Pologne, p. 44.*)

ARTICLE 12.

(See Article 12 of the Treaty with Poland, p. 44.)

ARTICLE 16.

Pending the conclusion of a general convention on the international régime of waterways, Roumania undertakes to apply to such portions of the river system of the Pruth as may lie within, or form the boundary of, her territory, the régime set out in the first paragraph of Article 332 and in Articles 333 to 338 of the Treaty of Peace with Germany.

18.

Treaty
signed at Sèvres, August, 10th, 1920,

between the Principal Allied and Associated Powers and Greece.

ARTICLE 16.

(See Article 12 of the Treaty with Poland, p. 44.)

19.

Treaty
signed at Sèvres, August 10th, 1920,

between the Principal Allied and Associated Powers and Armenia.

ARTICLE 8.

(See Article 12 of the Treaty with Poland, p. 44.)

20.

**Déclaration de l'Albanie faite, le 2 octobre 1921, devant le
Conseil de la Société des Nations, à Genève,**

enregistrée par le Secrétariat permanent de la Société des Nations le jour du dépôt de l'instrument de ratification (le 22 mars 1922).

ARTICLE 7.

Dans la mesure où les stipulations des articles précédents de la présente déclaration affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations.

Tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

En cas de divergence d'opinion sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre l'Albanie et l'une quelconque des Puissances, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice internationale. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

20.**Declaration made by Albania on October 2nd, 1921, before
the Council of the League of Nations, at Geneva.**

Registered by the Permanent Secretariat of the League of Nations on the day of the deposit of the instrument of ratification (March 22nd, 1922).

ARTICLE 7.

The stipulations in the foregoing Articles of this Declaration, so far as they affect the persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, are declared to constitute obligations of international concern, and will be placed under the guarantee of the League of Nations. No modification will be made in them without the assent of the majority of the Council of the League of Nations.

Any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction or danger of infraction of any of these stipulations, and the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

Any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these Articles between the Albanian Government and any Power a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Any such dispute shall, if the other party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant.

**Déclaration de la Lithuanie faite le 12 mai 1922 devant le
Conseil de la Société des Nations, à Genève,**

ARTICLE 9.

Dans la mesure où les stipulations des articles précédents de la présente déclaration affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations.

Tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

En cas de divergence d'opinions sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles entre la Lithuanie et une Puissance quelconque, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international, selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

21.

**Declaration made by Lithuania on May 12th, 1922, before
the Council of the League of Nations, at Geneva.**

ARTICLE 9.

The stipulations in the foregoing articles of this Declaration, so far as they affect the persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, are declared to constitute obligations of international concern, and will be placed under the guarantee of the League of Nations. No modification will be made in them without the assent of a majority of the Council of the League of Nations.

Any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction or danger of infraction of any of these stipulations, and the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

Any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these Articles between the Lithuanian Government and any Power a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Any such dispute shall, if the other party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant.

QUATRIEME PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE D'APRÈS LES TERMES DES MANDATS.

(Pacte de la Société des Nations, article 22).

22.

Mandat pour Nauru, conféré à S. M. britannique.
(Genève, le 17 décembre 1920).

ARTICLE 7.

(deuxième alinéa)

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne serait pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

La même stipulation a été insérée dans les mandats suivants (nos. 23 à 33) :

23.

Le Mandat pour le Samoa allemand, conféré à Sa Majesté britannique, pour être exercé en son nom par le gouvernement du Dominion de la Nouvelle-Zélande. (Genève, le 17 décembre 1920) (art. 7, alinéa 2)

FOURTH PART.

JURISDICTION OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE UNDER THE MANDATES.

(Covenant of the League of Nations, Article 22).

22.

Mandate for Nauru entrusted to His Britannic Majesty.
(Geneva, December 17th, 1920).

ARTICLE 7.

(second paragraph)

The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

The same provision is found in the following :

23.

Mandate for German Samoa, entrusted to His Britannic Majesty, to be exercised in his name by the Government of the Dominion of New Zealand. (Geneva, December 17th, 1922)
(Art. 7, § 2).

24.

Le Mandat pour les possessions allemandes de l'Océan pacifique, situées au sud de l'Equateur, autres que le Samoa allemand en Nauru, conféré à Sa Majesté britannique, qui sera exercé en son nom par le gouvernement du Commonwealth d'Australie. (Genève, le 17 décembre 1920) (art. 7, alinéa 2).

25.

Le Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand, conféré à Sa Majesté britannique pour être exercé en son nom par le gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud (Genève, le 17 décembre 1920) (art. 7, alinéa 2).

26.

Le Mandat pour les anciennes colonies allemandes situées au nord de l'Equateur, dans l'Océan pacifique, conféré à Sa Majesté l'Empereur du Japon (Genève, le 17 décembre 1920) (art. 7, alinéa 2).

27.

Le Mandat sur l'Est-Africain, conféré à Sa Majesté le Roi des Belges (Londres, le 20 juillet 1922) (article 13).

28.

Le Mandat sur le Cameroun, conféré à la République française (Londres, le 20 juillet 1922) (article 12).

29.

Le Mandat sur le Togo, conféré à la République française (Londres, le 20 juillet 1922) (article 12).

24.

Mandate for the German possessions in the Pacific Ocean, south of the equator, other than German Samoa and Nauru, entrusted to His Britannic Majesty to be exercised in his name by the Government of the Commonwealth of Australia. (Geneva, December 17th 1920) (Art. 7, § 2).

25.

Mandate for German South-West Africa, entrusted to His Britannic Majesty to be exercised in his name by the Government of the Union of South-Africa. (Geneva, December 17th 1920) (Art. 7, § 2).

26.

Mandate for the former German colonies in the Pacific Ocean, north of the equator, entrusted to H. M. the Emperor of Japan. (Geneva, December 17th 1920) (Art. 7, § 2).

27.

Mandate for East Africa, entrusted to H.M. the King of the Belgians (London, July 20th 1922) (Article 13).

28.

Mandate for the Cameroons, entrusted to the French Republic. (London, July 20th 1922) (Art. 12).

29.

Mandate for Togoland, entrusted to the French Republic. (London, July 20th 1922) (Article 12).

30.

Le Mandat sur le Cameroun, conféré à Sa Majesté britannique (Londres, le 20 juillet 1922) (article 12).

31.

Le Mandat sur le Togo, conféré à Sa Majesté britannique (Londres, le 20 juillet 1922) (article 12).

32.

Le Mandat pour la Palestine, conféré à Sa Majesté britannique (Londres, le 24 juillet 1922) (article 26).

33.

Le Mandat pour la Syrie et le Liban, conféré à la République française (Londres, le 24 juillet 1922) (article 20).

34.

Le Mandat sur l'Est Africain, conféré à Sa Majesté britannique, (Londres, le 20 juillet 1922) contient un article ainsi conçu :

ARTICLE 13.

Le Mandataire accepte que tout différend, quel qu'il soit, qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations, relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Les États membres de la Société des Nations pourront également soumettre au jugement de ladite Cour, au nom de leurs nationaux, toutes plaintes émanant de ces derniers et signalant une atteinte portée à leurs droits tels qu'ils sont définis par le présent mandat.

30.

Mandate for the Cameroons, entrusted to His Britannic Majesty, (London, July 20th 1922) (Article 12).

31.

Mandate for Togoland, entrusted to His Britannic Majesty. (London, July 20th 1922) (Article 12).

32.

Mandate for Palestine, entrusted to His Britannic Majesty. (London, July 24th 1922) (Article 26).

33.

Mandate for Syria and Lebanon, entrusted to the French Republic. (London, July 24th 1922).

34.

The Mandate for East-Africa, entrusted to His Britannic Majesty, (London, July 20th 1922), contains the following article :

ARTICLE 13.

The Mandatory agrees that if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the Mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

States Members of the League of Nations may likewise bring any claims on behalf of their nationals for infractions of their rights under this mandate before the said Court for decision.

CINQUIEME PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR PERMANENTE DE
JUSTICE INTERNATIONALE D'APRÈS LES TRAITÉS
ET CONVENTIONS CONCERNANT LE COMMERCE, LES
COMMUNICATIONS ET LE TRANSIT ¹⁾).

35.

**Convention relative au contrôle du commerce des armes
et des munitions,**

entre les États-Unis d'Amérique, la Belgique, la Bolivie,
l'Empire britannique, la Chine, Cuba, l'Equateur, la France,
la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Hedjaz, l'Italie, le Japon,
le Nicaragua, le Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal,
la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, le Siam et l'État
tchécoslovaque,

signée à Paris, le 10 septembre 1919.

Signataires : Les Puissances énumérées ci-dessus, sauf le
Guatemala, la République d'Haïti et le Pérou, ainsi que le
Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, l'Union
Sud-africaine, le Dominion de Nouvelle-Zélande et l'Inde.

1) Voir également :

Traité de Versailles, art. 65, 356, 357, 353, 376, 386; pp. 22 — 26.

Traité de St. Germain, art. 297, 298, 308, 311, 324, 327,
328; pp. 29—32.

Traité de Neuilly, art. 225, 226, 245; p. 34.

Traité de Trianon, art. 281, 282, 292, 293, 294, 307, 311;
pp. 35 — 37.

Traité de Sèvres, art. 43, 61, 78, 345, 346, 349, 350, 351,
352, 369; pp. 38 — 42.

Traité entre la Pologne et les Principales Puissances alliées et
associées, art. 18; p. 45.

Traité entre la Roumanie et les Principales Puissances alliées
et associées, art. 16; p. 46.

FIFTH PART.

JURISDICTION OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE UNDER TREATIES AND CONVENTIONS CONCERNING COMMERCE, COMMUNI- CATIONS AND TRANSIT. ¹⁾

35.

Convention for the control of the trade in arms and ammunition,

between the United States of America, Belgium, Bolivia, the British Empire, China, Cuba, Ecuador, France, Greece, Guatamala, Haïti, the Hedjaz, Italy, Japan, Nicaragua, Panama, Peru, Poland, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Siam and Czecho-Slovakia,

signed at Paris, September 10th, 1919,

Signatories : The Powers enumerated above, except Guatemala, the Republic of Haïti and Peru, together with the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Union of South Africa, the Dominion of New Zealand and India.

1) See also :

Treaty of Versailles, Art. 65, 356, 357, 353, 376, 386; pp. 22 — 26.

Treaty of St. Germain, Art. 297, 298, 308, 311, 324, 327, 328; pp. 29 — 32.

Treaty of Neuilly, Art. 225, 226, 245; p. 34.

Treaty of Trianon, Art. 281, 282, 292, 293, 294, 307, 311; pp. 35 — 37.

Treaty of Sèvres, Art. 43, 61, 78, 345, 346, 349, 350, 351, 352, 369; pp. 38 — 42.

Treaty between Poland and the Principal Allied and Associated Powers, Art. 18; p. 45.

Treaty between Roumania and the Principal Allied and Associated Powers, Art. 16; p. 46.

*Ratifications :*ARTICLE 24 ¹⁾.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, s'il venait à s'élever entre elles un différend quelconque touchant l'application de la présente Convention et ne pouvant être réglé par voie de négociation, ce différend devra être soumis à un Tribunal d'arbitrage, conformément aux dispositions du Pacte de la Société des Nations.

36.**Convention concernant le régime des spiritueux en Afrique,**

entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon et le Portugal.

signée à St. Germain en Laye, le 10 septembre 1919.

Signataires : Les Puissances énumérées ci-dessus.

*Ratifications :*ARTICLE 8 ¹⁾.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, s'il venait à s'élever entre elles un différend quelconque touchant l'application de la présente Convention, et ne pouvant être réglé par voie de négociation, ce différend devra être soumis à un Tribunal d'arbitrage conformément aux dispositions du Pacte de la Société des Nations.

¹⁾ Cet article est donné à titre documentaire.

*Ratifications :*ARTICLE 24 ¹⁾

The High Contracting Parties agree that if any dispute whatever should arise between them relating to the application of the present Convention which cannot be settled by negotiation, this dispute shall be submitted to an arbitral tribunal in conformity with the provisions of the Covenant of the League of Nations.

36.**Convention relating to the liquor traffic in Africa,**

between the United States of America, Belgium, the British Empire, France, Italy, Japan and Portugal,
signed at St. Germain-en-Laye, on September 10th, 1919,

Signatories : The Powers enumerated above.

*Ratifications :*ARTICLE 8 ¹⁾.

The High Contracting Parties agree that if any dispute whatever should arise between them relating to the application of the present Convention which cannot be settled by negotiation, this dispute shall be submitted to an arbitral tribunal in conformity with the Covenant of the League of Nations.

¹⁾ This article is given for information only.

Convention portant réglementation de la navigation aérienne,

entre les États-Unis d'Amérique, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, l'Empire britannique, la Chine, Cuba, l'Équateur, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Hedjaz, le Honduras, l'Italie, le Japon, le Liberia, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, le Siam, l'État tchéco-slovaque et l'Uruguay.

signée à Paris, le 13 octobre 1919.

Signataires .

Ratifications :

ARTICLE 37.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs États relativement à l'interprétation de la présente Convention, le litige sera réglé par la Cour permanente de Justice internationale qui sera établie par la Société des Nations et, jusqu'à l'organisation de cette Cour, par voie d'arbitrage.

Si les parties ne s'entendent pas directement sur le choix des arbitres, elles procéderont comme il suit :

Chacune des parties nommera un arbitre, et les arbitres se réuniront pour désigner le surarbitre, soit d'un commun

37.**Convention for the regulation of aerial navigation,**

between the United States of America, Belgium, Bolivia, Brazil, the British Empire, China, Cuba, Ecuador, France, Greece, Guatemala, Haïti, the Hedjaz, Honduras, Italy, Japan, Liberia, Nicaragua, Panama, Peru, Poland, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Siam, Czecho-Slovakia, and Uruguay,

signed at Paris, October 13th, 1919.

Signatories :

Ratifications :

ARTICLE 37.

In the case of a disagreement between two or more States relating to the interpretation of the present Convention, the question in dispute shall be determined by the Permanent Court of International Justice to be established by the League of Nations and until its establishment by arbitration.

If the parties do not agree on the choice of the arbitrators, they shall proceed as follows :

Each of the parties shall name an arbitrator, and the arbitrators shall meet to name an umpire. If the arbitrators

accord, soit en proposant chacun un nom, puis en laissant au sort le soin de choisir entre eux.

Les dissentiments relatifs aux règlements techniques annexés à la présente Convention, seront réglés par la Commission internationale de Navigation aérienne, à la majorité des voix.

Au cas où le différend porterait sur la question de savoir si l'interprétation de la Convention elle-même, ou celle d'un des règlements engagés, il appartiendra au tribunal arbitral, prévu au paragraphe 1^{er} du présent article, de statuer souverainement.

38.

Convention et Statut sur la liberté du Transit, conclus à Barcelone le 20 avril 1921,

entre l'Albanie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, le Danemark, l'Empire britannique (avec la Nouvelle-Zélande et les Indes), l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, la Norvège, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, la Suède, la Suisse, la Tchéco-slovaquie, l'Uruguay et le Venezuela.

Signataires : Les Puissances énumérées ci-dessus, sauf le Brésil, la Colombie, Costa-Rica, Cuba, Haïti, le Honduras le Paraguay et le Venezuela.

Ratifications :

Albanie,
Grande-Bretagne,
Indes,
Nouvelle-Zélande,
Bulgarie,
Danemark,
Finlande,
Italie.

cannot agree, the parties shall each name a third State, and the third State so named shall proceed to designate the umpire, by agreement or by each proposing a name and then determining the choice by lot.

Disagreement relating to the technical regulations annexed to the present Convention shall be settled by the decision of the International Commission for Air Navigation by a majority of votes.

In case the difference involves the question whether the interpretation of the Convention or that of a regulation is concerned, final decision shall be made by arbitration as provided in the first paragraph of this Article.

38.

Convention and Statute on freedom of transit, concluded at Barcelona, April 20th, 1921.

between Albania, Austria, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Denmark, the British Empire (with New Zealand and India), Spain, Esthonia, Finland, France, Greece, Guatemala, Haïti, Honduras, Italy, Japan, Latvia, Lithuania, Luxemburg, Norway, Panama, Paraguay, the Netherlands, Persia, Poland, Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Sweden, Switzerland, Czecho-Slovakia, Uruguay and Venezuela.

Signatories : The Powers enumerated above, except Brazil, Colombia, Costa Rica, Cuba, Haïti, Honduras, Paraguay and Venezuela.

Ratifications :

Albania,
Great-Britain,
India,
New Zealand,
Bulgaria,
Denmark,
Finland,
Italy.

ARTICLE 13
du Statut sur la liberté du transit.

A défaut d'entente directe entre les États, tous différends qui surgiraient entre eux, relativement à l'interprétation ou à l'application du présent Statut, seront portés devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une convention spéciale ou d'une clause générale d'arbitrage, il ne soit procédé à un règlement du différend, soit par arbitrage, soit de toute autre manière.

Le recours sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale

Toutefois, afin de régler autant que possible ces différends à l'amiable, les États contractants s'engagent, préalablement à toute instance judiciaire et sous réserve des droits et attributions du Conseil et de l'Assemblée, à soumettre ces différends pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations comme organe consultatif et technique des Membres de la Société, en ce qui concerne les communications et le transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toutes mesures provisionnelles, destinées notamment à rendre au libre transit les facilités dont il jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu au différend.

39.

Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international, conclus à Barcelone le 20 avril 1921,

entre l'Albanie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, le Danemark, l'Empire britannique (avec la Nouvelle-Zélande et les Indes), l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, la Norvège,

ARTICLE 13
of the Statute on freedom of transit.

Any dispute which may arise as to the interpretation or application of this Statute which is not settled directly between the parties themselves shall be brought before the Permanent Court of International Justice, unless, under a special agreement or a general arbitration provision, steps are taken for the settlement of the dispute by arbitration or some other means.

Proceedings are opened in the manner laid down in Article 40 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

In order to settle such disputes, however, in a friendly way as far as possible, the Contracting States undertake, before resorting to any judicial proceedings and without prejudice to the powers and right of action of the Council and of the Assembly, to submit such disputes for an opinion to any body established by the League of Nations, as the advisory and technical organisation of the Members of the League in matters of communications and transit. In urgent cases, a preliminary opinion may recommend temporary measures intended, in particular, to restore the facilities for freedom of transit which existed before the act or occurrence which gave rise to the dispute.

39.

Convention and Statute on the régime of navigable waterways of international concern, concluded at Barcelona, April 20th, 1921,

between Albania, Austria, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Denmark, the British Empire (with New Zealand and India), Spain, Esthonia, Finland, France, Greece, Guatemala, Haiti, Honduras, Italy, Japan, Latvia, Lithuania, Luxemburg, the Netherlands, Norway, Panama, Paraguay, Persia, Poland,

le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, la Suède, la Suisse, la Tchéco-slovaquie, l'Uruguay et le Venezuela.

Signataires : Les Puissances énumérées ci-dessus, sauf le Brésil, la Colombie, Costa-Rica, Cuba, Haïti, le Honduras, le Japon, la Lettonie, le Paraguay, les Pays-Bas, la Perse, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, la Suisse et le Venezuela.

Ratifications :

Albanie,
Grande-Bretagne,
Indes,
Nouvelle-Zélande,
Bulgarie,
Danemark,
Finlande,
Italie.

ARTICLE 22

de la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 paragraphe 5, et à défaut d'entente directe entre les États, tous différends qui surgiraient entre eux, relativement à l'interprétation ou à l'application du présent Statut, seront portés devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une Convention spéciale ou d'une clause générale d'arbitrage, il ne soit procédé à un règlement du différend, soit par arbitrage, soit de toute autre manière.

Le recours sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Toutefois, afin de régler autant que possible ces différends à l'amiable, les États contractants s'engagent, préalablement à toute instance judiciaire et sous réserve des droits et attri-

Portugal, Roumania, the Serb-Croat-Slovene-State, Sweden, Switzerland, Czecho-Slovakia, Uruguay and Venezuela.

Signatories : The Powers enumerated above, except Brazil, Colombia, Costa Rica, Cuba, Haïti, Honduras, Japan, Latvia, the Netherlands, Paraguay, Persia, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Switzerland and Venezuela.

Ratifications :

Albania,
Great-Britain,
India,
New Zealand,
Bulgaria,
Denmark,
Finland,
Italy.

ARTICLE 22.

of the Convention on the régime of navigable waterways of international concern.

Without prejudice to the provisions of paragraph 5 of Article 10, any dispute between States as to the interpretation or application of this Statute which is not settled directly between them shall be brought before the Permanent Court of International Justice, unless under a special agreement or a general arbitration provision steps are taken for the settlement of the dispute by arbitration or some other means.

Proceedings are opened in the manner laid down in Article 40 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

In order to settle such disputes, however, in a friendly way as far as possible, the Contracting States undertake before resorting to any judicial proceedings and without prejudice

butions du Conseil et de l'Assemblée, à soumettre ces différends pour avis consultatif à l'organe qui se trouverait institué par la Société des Nations comme organe consultatif et technique des Membres de la Société, en ce qui concerne les Communications et le Transit. En cas d'urgence, un avis provisoire pourra recommander toutes mesures provisionnelles, destinées notamment à rendre à la libre navigation les facilités dont elle jouissait avant l'acte ou le fait ayant donné lieu à un différend.

40.

Convention établissant le Statut définitif du Danube, signée à Paris le 23 juillet 1921.

Signataires : La Belgique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, la Tchéco-slovaquie, l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie.

Ratifications : Toutes les Puissances énumérées ci-dessus.

ARTICLE 38.

La Commission doit être saisie de toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente Convention.

Tout État qui serait en mesure d'invoquer, contre une décision de la Commission internationale, des motifs basés sur l'incompétence ou sur la violation de la présente Convention pourra en saisir, dans un délai de six mois, la juridiction spéciale organisée par la Société des Nations. Pour tout autre motif, la requête en vue du règlement du différend ne pourrait être formée que par l'État ou les États territorialement intéressés.

Dans le cas où un État refuserait de se conformer à une décision prise par la Commission en vertu des pouvoirs qu'elle tient de la présente Convention, le différend pourra être porté devant la haute juridiction mentionnée à l'alinéa 2, dans les conditions prévues par le statut de ladite juridiction.

to the powers and right of action of the Council and of the Assembly, to submit such disputes for an opinion to any body established by the League of Nations as the advisory and technical organisation of the Members of the League in matters of communications and transit. In urgent cases a preliminary opinion may recommend temporary measures intended in particular to restore the facilities for free navigation which existed before the act or occurrence which gave rise to the dispute.

40.

**Convention instituting the definitive Statute of the Danube;
signed at Paris, July 23rd 1921.**

Signatories : Belgium, France, Great Britain, Greece, Italy, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State, Czecho-Slovakia, Germany, Austria, Bulgaria, and Hungary.

Ratifications : All the Powers enumerated above.

ARTICLE 38.

All questions relative to the interpretation and application of the present Convention shall be submitted to the Commission.

A State which is prepared to allege that a decision of the International Commission is *ultra vires* or violates the Convention may, within six months, submit the matter to the special jurisdiction set up for that purpose by the League of Nations. A demand for a ruling under the aforesaid conditions, based on any other ground, may only be preferred by the State or States territorially interested.

When a State neglects to carry out a decision taken by the Commission in virtue of the powers which it holds from the Convention, the dispute may be submitted to the jurisdiction referred to in the preceding paragraph, in the conditions provided for in the rules of the said jurisdiction.

41.

Accord sur la réglementation du trafic ferroviaire international, signé à Portorose, le 23 novembre 1921,

entre l'Autriche, les États-Unis d'Amérique, l'État serbe-croate-slovène, la France, l'Empire britannique, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, la Roumanie et la Tchéco-slovaquie.

Signataires : l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène, et la Tchéco-slovaquie.

Ratifications :

ARTICLE 13.

Tous différends entre États relatifs à l'interprétation ou à l'application des présents Accords seront réglés selon la procédure prévue pour le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application des clauses des Traités de Paix concernant les communications et le transit.

Les présents Accords seront ratifiés le plus tôt possible.

Chaque État adressera sa ratification au gouvernement italien, par le soin duquel il en sera donné avis à tous les autres États signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les Archives du gouvernement italien.

Les présents Accords entreront en vigueur, pour chaque État signataire, à dater du dépôt de sa ratification, et dès ce moment, cet État sera lié vis-à-vis des autres États ayant déjà procédé au dépôt de leurs ratifications.

En foi de quoi, les Délégués ci-après ont signé les présents Accords.

**Agreement for the regulation of international railway traffic,
signed at Porto Rosa, November 23rd 1921,**

between Austria, the United States of America, the Serb-Croat-Slovene State, France, the British Empire, Hungary, Italy, Poland, Roumania and Czecho-Slovakia.

Signatories: Austria, Hungary, Italy, Poland, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State and Czecho-Slovakia.

Ratifications:

ARTICLE 13

Any differences between States as to the interpretation or application of the present Agreements shall be settled by the procedure provided for the settlement of disputes as to the interpretation or application of the clauses in the Treaties of Peace dealing with communication and transit.

The present Agreements shall be ratified as soon as possible.

Each State shall notify its ratification to the Italian Government, which will duly notify the other signatory States.

The ratifications shall remain in the archives of the Italian Government.

The present Agreements shall take effect, as regards each signatory State, as from the date of the deposit of its ratification, and shall thereafter be binding upon it in its relations with other States which have already deposited their ratifications.

In faith whereof, the undermentioned Delegates have signed the present Agreements.

42.

Acte de navigation de l'Elbe, fait à Dresde, le 22 février 1922.

Signataires : L'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Tchéco-slovaquie.

Ratifications : La Grande-Bretagne.

Chapitre VI.

Dispositions diverses.

§ 5. Règlement des Différends.

ARTICLE 52 ¹⁾.

La Commission statue sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente Convention.

Au cas où un différend surgirait du chef de ses décisions pour motif d'incompétence ou de violation de la Convention, chacun des États contractants pourra en saisir la Société des Nations, suivant la procédure prévue pour le règlement des différends, après que la Commission aura constaté qu'elle a épuisé tous les moyens de conciliation. Pour tout autre motif, la requête en vue du règlement du différend ne pourra être formée que par l'État territorialement intéressé.

43.

Convention entre le Danemark et la Norvège, relative à la navigation aérienne, signée à Copenhague, le 27 juillet 1921.

(Les ratifications ont été échangées à Copenhague, le 4 janvier 1922).

¹⁾ Il y a lieu de croire que des stipulations analogues seront insérées dans l'acte de navigation du Rhin et dans l'acte de navigation de l'Oder, qui n'ont pas encore été adoptés

42.

**Convention instituting the Statute of Navigation of the Elbe,
signed at Dresden, February 22nd, 1922.**

Signatories : Germany, Belgium, France, Great Britain,
Italy and Czecho-Slovakia.

Ratifications : Great Britain.

Chapter VI.

Miscellaneous provisions.

§ 5. Settlement of Disputes.

ARTICLE 52 ¹⁾.

The Commission will decide all questions regarding the interpretation and application of the present Convention.

In the event of a dispute arising out of its decisions on the ground of incompetence or of violations of the Convention, each of the contracting States may refer it to the League of Nations, according to the procedure laid down for the regulation of disputes, the Commission having first reported that it has exhausted all means of conciliation. On all other grounds, the appeal for a settlement of the dispute may only be presented by the State territorially interested.

43.

**Convention between Denmark and Norway relating to air
navigation, signed at Copenhagen, July 27th, 1921,**

(The ratifications were exchanged at Copenhagen, January 4th, 1922).

¹⁾ Similar provisions will probably be inserted in the Rhine and Oder Navigation Statutes, which have not yet been adopted.

(Traduite par le Secrétariat de Genève.)

ARTICLE 40.

Les différends entre les États contractants en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention et de ses annexes, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations directes, seront soumis à la décision de la Cour permanente de Justice internationale instituée par la Société des Nations.

(Translation by the League of Nations.)

ARTICLE 40.

Disputes between the Contracting States affecting the interpretation or application of this Convention and of the Annexes thereto shall, if they cannot be settled by direct negotiations, be referred for decision to the Permanent Court of International Justice instituted by the League of Nations.

SIXIEME PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE D'APRÈS DIVERS TRAITÉS, CONVENTIONS ET ACCORDS DE NATURE POLITIQUE.

44.

Accord entre la Finlande et la Suède, relatif aux Iles d'Aland,

(annexé à la résolution du Conseil de la Société des Nations en date du 24 juin 1921).

Le Conseil de la Société des Nations veillera à l'application des garanties prévues. La Finlande transmettra au Conseil de la Société des Nations, avec ses observations, toutes plaintes ou réclamations du Landsting d'Aland au sujet de l'application des garanties susdites, et le Conseil pourra, au cas où la question serait de nature juridique, consulter la Cour permanente de Justice internationale.

45.

**Accord politique entre la République Tchéco-slovaque et
la République fédérale d'Autriche, fait à Prague,
le 16 décembre 1921.**

Les ratifications ont été échangées à Prague, le 15 mars 1922.

SIXTH PART.

JURISDICTION OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE UNDER VARIOUS TREATIES, CONVENTIONS AND POLITICAL AGREEMENTS.

44.

Agreement between Finland and Sweden, in regard to the Aaland Islands,

(annexed to the resolution of the Council of the League of Nations, dated June 24th, 1921).

The Council of the League of Nations shall watch over the application of these guarantees. Finland shall forward to the Council of the League of Nations, with its observations, any petitions or claims of the Landsting of Aaland in connection with the application of the guarantees in question, and the Council shall, in any case where the question is of a juridical character, consult the Permanent Court of International Justice.

45.

Political agreement between the Czecho-Slovak Republic and the Federal Republic of Austria, concluded at Prague, December 16th, 1921.

The ratifications were exchanged at Prague, March 15th, 1922.

ARTICLE 7.

Dans le cas où des questions litigieuses surgiraient dans l'avenir entre les deux États après la conclusion du présent accord, les deux gouvernements s'engagent à tacher de se mettre d'accord par l'entente à l'amiable ; ils présenteraient éventuellement le litige à la Cour permanente de Justice internationale ou à un arbitre ou à des arbitres choisis *ad hoc*.

46.

**Convention entre la Pologne et les Etats Baltes, signée à
Varsovie, le 17 mars 1922.**

Ratifiée par l'Esthonie, la Lettonie et la Pologne.

ARTICLE 6.

Les gouvernements représentés à la Conférence conviennent de régler exclusivement par des moyens pacifiques tout litige ou contestation entre leurs États respectifs. Dans toutes les questions d'une plus haute portée, ils auront recours à l'arbitrage confié d'un commun accord des États intéressés, soit à des arbitres choisis *ad hoc*, soit à la Cour de Justice internationale.

47.

**Accord Germano-polonais relatif à la Haute-Silésie,
signé à Genève, le 15 mai 1922.**

Ratifié à Oppeln le 3 juin 1922.

(*English translation by the League of Nations.*)

ARTICLE 7.

Should disputes arise between the two States after the conclusion of the present agreement, the two Governments undertake to endeavour to settle them by amicable arrangement ; they will if need be submit the dispute to the Permanent Court of International Justice or to an arbitrator or arbitrators chosen *ad hoc*.

46.

**Convention between Poland and the Baltic States, signed
at Warsaw, March 17th, 1922.**

Ratified by Esthonia, Latvia and Poland.

(*English Translation by the Registry.*)

ARTICLE 6.

The Governments represented at the Conference agree to use exclusively pacific methods for the settlement of any dispute or disagreement between their respective States. All more important questions shall be submitted by agreement between the States concerned to arbitration either by arbitrators chosen *ad hoc* or by the Permanent Court of International Justice.

47.

**Deutsch-polnisches Abkommen über Oberschlesien,
gezeichnet in Genève, am 15. Mai 1922.**

Ratifiziert in Oppeln, am 3. Juni 1922.

ARTICLE 23.

Si des divergences d'opinion résultant de l'interprétation et de l'application des articles 6 à 22 ¹⁾, s'élevaient entre le gouvernement allemand et le gouvernement polonais, elles seraient soumises à la décision de la Cour permanente de Justice internationale.

ARTICLE 72 ²⁾.

1. L'Allemagne agréée que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations.

1. La Pologne agréée que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations. Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon s'engagent à ne pas refuser leur assentiment à toute modification desdits articles, qui serait consentie en due forme par une majorité du Conseil de la Société des Nations.

1) Article 6: „La Pologne peut exproprier en Haute Silésie polonaise les entreprises appartenant à la grande industrie, y compris les gisements, et la grande propriété rurale, conformément aux dispositions, des articles 7 à 23. Sous réserve de ces dispositions, les biens, droits et intérêts de ressortissants allemands ou de Sociétés contrôlées par des ressortissants allemands ne peuvent pas être liquidés en Haute Silésie polonaise.”

2) Voir article 12 du Traité dit de « Minorités » entre la Pologne et les Principales Puissances alliées et associées (p. 44 ci-dessus).

ARTIKEL 23.

Meinungsverschiedenheiten zwischen der deutschen Regierung und der polnischen Regierung über die Auslegung und Anwendung der Bestimmungen dieses Titels ¹⁾ werden dem Ständigen Internationalen Gerichtshof zur Entscheidung unterbreitet werden.

ARTIKEL 72.

1. — Deutschland ist damit einverstanden, dass, insoweit die Bestimmungen der vorstehenden Artikel Personen einer völkischen, religiösen oder sprachlichen Minderheit betreffen, diese Bestimmungen Verpflichtungen von internationalem Interesse begründen und unter die Garantie des Völkerbundes gestellt werden. Sie können nur mit Zustimmung der Mehrheit der Völkerbundrates geändert werden.

1. — Polen ist damit einverstanden, dass, insoweit die Bestimmungen der vorstehenden Artikel Personen einer völkischen, religiösen oder sprachlichen Minderheit betreffen, diese Bestimmungen Verpflichtungen von internationalem Interesse begründen und unter die Garantie des Völkerbundes gestellt werden. Sie können nur mit Zustimmung der Mehrheit des Völkerbundrates geändert werden. Die vereinigten Staaten von Amerika, das Britische Reich, Frankreich, Italien und Japan verpflichten sich, keiner Abänderung der bezeichneten Artikel ihre Zustimmung zu versagen, wenn sie von der Mehrheit des Völkerbundrates formgerecht angenommen worden ist.

¹⁾ Artikel 6: „Polen ist berechtigt, in Polnisch-Oberschlesien Unternehmungen der Grossindustrie einschliesslich Lagerstätten und ländlichen Grossgrundbesitz nach Massgabe der Vorschriften der Artikel 7 bis 23 zu enteignen. Im übrigen können Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger oder von deutschen Reichsangehörigern kontrollierter Gesellschaften in Polnisch-Oberschlesien nicht liquidiert werden.“

2. L'Allemagne agréée que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

3. L'Allemagne agréée en outre qu'en cas de divergence d'opinion, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le gouvernement allemand et une Puissance quelconque, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le gouvernement allemand agréé que tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même

2. La Pologne agréée que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

3. La Pologne agréée en outre qu'en cas de divergence d'opinion, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le gouvernement polonais et l'une quelconque des Principales Puissances alliées et associées ou toute autre Puissance, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le gouvernement polonais agréé que tout différend de ce genre sera, si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice. La décision de

2. — Deutschland ist damit einverstanden, dass jedes Mitglied des Völkerbundesrates befugt ist, die Aufmerksamkeit des Rates auf jede Verletzung oder jede Gefahr einer Verletzung irgendeiner dieser Verpflichtungen zu lenken, und dass der Rat befugt ist, alle Massnahmen zu treffen, und alle Weisungen zu geben, die nach Lage des Falles zweckmässig und wirksam erscheinen.

3. — Deutschland ist ferner damit einverstanden, dass im Falle einer Meinungsverschiedenheit zwischen der Deutschen Regierung und einer jeden Macht, die Mitglied des Völkerbundesrates ist, über die rechtlichen und tatsächlichen Fragen, die diese Artikel betreffen, diese Meinungsverschiedenheit als Streit anzusehen ist, der im Sinne des Artikel 14 der Völkerbundsatzung internationalen Charakter trägt. Die deutsche Regierung ist damit einverstanden, dass jeder Streit dieser Art auf Verlangen des anderen Teiles vor den Ständigen Internationalen Gerichtshof gebracht wird. Die Entscheidung des Ständi-

2. — Polen ist damit einverstanden, dass jedes Mitglied des Völkerbundesrates befugt ist, die Aufmerksamkeit des Rates auf jede Verletzung oder jede Gefahr einer Verletzung irgendeiner dieser Verpflichtungen zu lenken, und dass der Rat befugt ist, alle Massnahmen zu treffen und alle Weisungen zu geben, die nach Lage des Falles zweckmässig und wirksam erscheinen.

3. — Polen ist ferner damit einverstanden, dass im Falle einer Meinungsverschiedenheit zwischen der polnischen Regierung und einer jeden alliierten und assoziierten Hauptmacht oder jeder Macht, die Mitglied des Völkerbundesrates ist, über die rechtlichen und tatsächlichen Fragen, die diese Artikel betreffen, diese Meinungsverschiedenheit als Streit anzusehen ist, der im Sinne des Artikel 14 der Völkerbundsatzung internationalen Charakter trägt. Die polnische Regierung ist damit einverstanden, dass jeder Streit dieser Art auf Verlangen des anderen Teiles vor den Ständigen Internationalen Gerichtshof ge-

force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

gen Gerichtshofs soll endgültig sein und dieselbe Kraft und Wirkung haben wie eine auf Grund des Artikel 13 der Völkerbundsatzung gefällte Entscheidung.

bracht wird. Die Entscheidung des Ständigen Gerichtshof soll endgültig sein und dieselbe Kraft und Wirkung haben wie eine auf Grund des Artikels 13 der Völkerbundsatzung gefällte Entscheidung.

47.

**Polish-German Agreement with reference to Upper Silesia,
Signed at Geneva, May 15th, 1922.**

Ratified at Oppeln, June 3rd, 1922.

(Translation by the Registry.)

ARTICLE 23.

Should differences of opinion respecting the construction and application of Articles 5 to 22¹⁾ arise between the German and Polish Governments, they shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

ARTICLE 72.²⁾

I. — Germany agrees that, in so far as the provisions of the preceding Articles concern persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, these provisions shall constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations. They may not be modified without the consent of a majority of the Council of the League of Nations.

I. — Poland agrees that, in so far as the provisions of the preceding articles concern persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, these provisions shall constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations.

They may not be modified without the consent of a majority of the Council of the League of Nations.

Article 6: "Poland may expropriate large industrial undertakings, including mineral workings, and large rural estates in Polish Upper Silesia, in accordance with the provisions of Article 7 to 23. Subject to these provisions, the property, rights and interests of German nationals or of companies controlled by German nationals may not be liquidated in Polish Upper Silesia.

2) See Article 12 of the Minorities Treaty between Poland and the Principal Allied and Associated Powers. (p. 44 above).

The United States of America, the British Empire, France, Italy and Japan undertake not to refuse their consent to any modification of these articles which shall be duly approved by a majority of the Council of the League of Nations.

2. — Germany agrees that any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to draw the Council's attention to any infringement or danger of infringement of any of these obligations and that the Council may take such action and give such instructions as may seem most suitable and effective in the circumstances.

3. — Germany further agrees that in the event of a difference of opinion regarding questions of law or of fact in respect of these Articles between the German Government and any Power which is a Member of the Council of the League of Nations, such difference of opinion shall be regarded as a dispute of an international cha-

2. — Poland agrees that any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to draw the Council's attention to any infringement or danger of infringement of any of these obligations and that the Council may take such action and give such instructions as may seem most suitable and effective in the circumstances.

3. — Poland further agrees that in the event of a difference of opinion regarding questions of law or of fact in respect of these Articles between the Polish Government and one of the Principal Allied and Associated Powers or any Power which is a Member of the Council of the League of Nations, such difference of opinion shall be regarded

racter under the terms of Article 14 of the Covenant of the League of Nations. The German Government agrees that any dispute of this nature shall, should the other Party so request, be referred to the Permanent Court of International Justice. The Permanent Court's decision shall be final and shall have the same force and validity as a decision taken under Article 13 of the Covenant.

as a dispute of an international character under the terms of Article 14 of the Covenant of the League of Nations. The Polish government agrees that any dispute of this nature shall, should the other Party so request, be referred to the Permanent Court of International Justice. The Permanent Court's decision shall be final and shall have the same force and validity as a decision taken under Article 13 of the Covenant.

**Protocole No. II ²⁾ relatif à la Reconstruction de l'Autriche,
signé à Genève le 4 octobre 1922,**

par les représentants des gouvernements britannique, français,
italien, tchéco-slovaque et autrichien.

ARTICLE 15.

En cas de différend concernant l'interprétation de ce
Protocole, les parties accepteront l'avis du Conseil de la
Société des Nations.

49.

**Protocole No. III ³⁾ relatif à la reconstruction de l'Autriche
(voir no. 48).**

Paragraphe 9.

En cas de différend concernant l'interprétation de ce Pro-
tocole, les parties accepteront l'avis du Conseil de la Société
des Nations.

1) L'insertion des textes Nos 48 et 49 est faite uniquement à
titre d'indication.

2) Le Protocole traite notamment de l'émission d'un emprunt
public.

3) Le Protocole traite notamment des obligations du Gouverne-
ment de l'Autriche de rétablir sa stabilité financière et de la nomi-
nation d'un Commissaire général.

48¹⁾

**Protocol No. II relating to the Restoration of Austria²⁾,
signed at Geneva, October 4th, 1922,**

by the representatives of the British, French, Italian, Czechoslovakian and Austrian governments.

(English translation by the League of Nations).

ARTICLE 15.

In the event of any difference as to the interpretation of this Protocol, the parties will accept the opinion of the Council of the League of Nations.

49.

**Protocol No. III³⁾ relating to the Restoration of Austria.
(See No. 48).**

(English translation by the League of Nations).

Paragraph 9.

In the event of any difference as to the interpretation of this Protocol, the parties will accept the opinion of the Council of the League of Nations.

1) Nos. 48 and 49 are inserted only for information.

2) Protocol dealing in particular with the issue of a loan.

3) Protocol dealing in particular with the Austrian Government's obligations to restore its financial stability and with the nomination of a Commissioner-General.

50.

**Traité entre la Grande-Bretagne et la Mésopotamie,
signé à Bagdad, le 10 octobre 1922.**

(Traduction faite par le Greffe.)

ARTICLE 17.

Tout différend, qui viendrait à s'élever entre les Hautes Parties contractantes, relatif à l'interprétation des dispositions du présent traité, sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Dans ce cas, s'il existe une divergence quelconque entre les textes anglais et arabe du présent traité, le texte anglais fera foi.

51.

**Convention commerciale entre la Suisse et la Pologne,
conclue à Varsovie le 26 juin 1922.**

Instruments de ratification datés respectivement de Berne et de Varsovie, le 7 juillet et le 4 août 1922.

Date de l'entrée en vigueur : 19 août 1922.

Extrait du Protocole de clôture :

2°. Les parties contractantes s'engagent à soumettre à une commission de conciliation les litiges relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par voie diplomatique.

50.

**Treaty between Great Britain and Iraq, signed at Bagdad,
October 10th, 1922.**

ARTICLE 17.

Any difference that may arise between the High Contracting Parties as to the interpretation of the provisions of this Treaty shall be referred to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. In such case, should there be any discrepancy between the English and Arabic texts of this Treaty, the English shall be taken as the authoritative version.

51.

**Commercial Convention between Switzerland and Poland,
concluded at Warsaw, June 26th, 1922.**

Instruments of ratification, dated respectively at Berne and Warsaw, July 7th and August 4th, 1922.

Date of entry into force : August, 19th, 1922.

Extract from the final Protocol :

(English translation by the Registry).

2 . The Contracting Parties undertake to submit to a commission of conciliation disputes relating to the interpretation and execution of the present convention which may arise between them and cannot be settled by diplomatic means.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, le litige sera soumis, à la demande d'une seule des parties, à la Cour permanente de Justice internationale.

La constitution et la procédure de la Commission de conciliation se feront dans chaque cas particulier conformément aux dispositions de ce règlement.

52.

Convention entre la Pologne et la ville libre de Dantzig, signée à Paris le 9 novembre 1920.

Chapitre V.

ARTICLE 33.

La Ville libre de Dantzig s'engage à appliquer aux minorités de race, de religion ou de langue, des dispositions semblables à celles qui sont appliquées par la Pologne sur le territoire polonais, en exécution du chapitre I du Traité conclu à Versailles, le 28 juin 1919, entre la Pologne et les Principales Puissances alliées et associées, notamment à pourvoir à ce que, dans la législation et la conduite de l'administration aucune discrimination soit faite au préjudice des nationaux polonais et autres personnes d'origine ou de langue polonaise, conformément à l'article 104, § 5 du Traité de Paix de Versailles avec l'Allemagne.

Les stipulations des articles 14 à 19 du Traité conclu à Versailles entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne le 28 juin 1919 ainsi que les stipulations de l'article 89 du Traité de Versailles avec l'Allemagne s'appliqueront également à la Ville libre de Dantzig.

Should the procedure by conciliation be unsuccessful, the dispute shall be submitted, at the request of either Party to the Permanent Court of International Justice.

The constitution and procedure of the Commission of conciliation shall be governed in each case by the following Rules.

52.

**Convention between Poland and the Free City of Danzig,
signed at Paris, November 9th, 1920.**

Chapter V.

ARTICLE 33.

The Free City of Danzig undertakes to apply to racial, religious and linguistic minorities provisions similar to those which are applied by Poland on Polish territory in execution of Chapter I of the Treaty concluded at Versailles on June 28th, 1919, between Poland and the Principal Allied and Associated Powers, to provide, in particular, against any discrimination, in legislation or in the conduct of the administration, to the detriment of nationals of Poland and other persons of Polish origin or speech, in accordance with Article 104, paragraph 5, of the Treaty of Versailles.

The provisions of Articles 14 to 19 of the Treaty concluded at Versailles between the Principal Allied and Associated Powers and Poland on June 18th, 1919, as also the provisions of Article 89 of the Treaty of Versailles with Germany, shall equally apply to the Free City of Danzig.

INDEX.

	Page
PRÉFACE	2

PREMIÈRE PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE D'APRÈS LE STATUT DE LA COUR :

1. Résolution de la première Assemblée de la Société des Nations approuvant le Statut de la Cour . . .	4
2. Protocole de signature du 16 décembre 1920 . . .	5
3. Disposition facultative	5
4. Statut de la Cour — articles 35 et 36	6
„ — article 37	7
5. Extrait du rapport présenté à la troisième Commission de la première Assemblée de la Société des Nations, par M. Hagerup, au nom de la sous-Commission .	7
6. Résolution du Conseil de la Société des Nations, en date du 17 mai 1922, traitant des conditions auxquelles la Cour est ouverte aux États autres que les Mem- bres de la Société etc.	10
7. Tableau des signatures et ratifications	11
8. Texte des déclarations d'acceptation de la dispo- sition facultative concernant la juridiction obligatoire de la Cour.	15

DEUXIÈME PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR D'APRÈS LES TRAITÉS DE PAIX :

9. Traité de Versailles.	21
§ 22 de l'annexe à la Section 4 de la Partie III .	22
Article 65	22

INDEX

	Page
PREFACE	2

FIRST PART.

JURISDICTION OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE IN ACCORDANCE WITH THE STATUTE OF THE COURT :

1. Resolution of the First Assembly of the League of Nations approving the Statute of the Court	4
2. Protocol of signature of December 16th, 1920	5
3. Optional clause	5
4. Statute — Articles 35, 36	6
„ — Article 37	7
5. Extract from the report presented to the Third Committee of the First Assembly of the League of Nations, by M. Hagerup, on behalf of the Sub-Committee . .	7
6. Council's Resolution, dated May 17th, 1922, with regard to the conditions under which the Court is open to States other than Members of the League etc.	10
7. List of signatures and ratifications	11
8. Declarations of acceptance of the optional clause	15

SECOND PART.

JURISDICTION OF THE PERMANENT COURT IN ACCORDANCE WITH THE PEACE TREATIES :

9. Treaty of Versailles	21
§ 22 of the Annex to Section IV of Part III . .	22
Article 65	22

	Page
Article 289	23
„ 336	24
Articles 337, 353 et 376	25
„ 386 et 415	26
„ 416, 417, 418 et 423	27
10. Traité de St. Germain :	
Article 69	28
Articles 241, 297, 298, 308 et 311	29
„ 324 et 327	30
„ 328, 360 à 363 et 368	32
11. Traité de Neuilly :	
Articles 57 et 168	33
„ 225, 226, 245, 267 à 270 et 285	34
12. Traité de Trianon :	
Articles 60, 224, 281, 282 et 292	35
Article 293	36
Articles 294, 307, 311, 343 à 346 et 451	37
13. Traité de Sèvres :	
Articles 43 et 61	38
„ 78, 274 et 345	39
„ 346 et 349	40
„ 350, 351 et 352	41
„ 369, 402 à 405 et 410	42

TROISIÈME PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR D'APRÈS LES TRAITÉS DITS DE MINORITÉS ET LES AUTRES ACCORDS OU DÉCLARATIONS RELA- TIFS AUX DROITS DES MINORITÉS :

14. Pologne	43
15. Tchécoslovaquie	45
16. État Serbe-Croate-Slovène	45
17. Roumanie	45
18. Grèce	46
19. Arménie	46
20. Déclaration de l'Albanie faite le 2 octobre 1921 devant le Conseil de la Société des Nations	47
21. Déclaration de la Lithuanie faite le 12 mai 1922 devant le Conseil de la Société des Nations	48

	Page
Article 289	23
„ 336	24
Articles 337, 353, 376	25
„ 386, 415	26
„ 416, 417, 418, 423	27
10. Treaty of St. Germain :	
Article 69	28
Articles 241, 297, 298, 308, 311	29
„ 324, 327	30
„ 328, 360—363, 368	32
11. Treaty of Neuilly :	
Articles 57, 168	33
„ 225, 226, 245, 267—270, 285	34
12. Treaty of Trianon :	
Articles 60, 224, 281, 282, 292	35
Article 293	36
Articles 294, 307, 311, 343—346, 451	37
13. Treaty of Sèvres :	
Articles 43, 61	38
„ 78, 274, 345	39
„ 346, 349	40
„ 350, 351, 352	41
„ 369, 402—405, 410	42

THIRD PART.

JURISDICTION OF THE COURT UNDER THE MINORITIES TREATIES, AND OTHER AGREEMENTS OR DECLARATIONS REGARDING THE RIGHTS OF MINORITIES :

14. Poland	43
15. Czech-Slovakia	45
16. Serb-Croat-Slovene State	45
17. Roumania	45
18. Greece	46
19. Armenia	46
20. Declaration made by Albania on October 2nd, 1921, before the Council of the League of Nations	47
21. Declaration made by Lithuania on May 12th, 1922, before the Council of the League of Nations	48

QUATRIÈME PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR D'APRÈS LES TERMES DES MANDATS :

Mandat pour :

22. Nauru	49
23. Samoa	49
24. les possessions allemandes de l'Océan Pacifique, situées au sud de l'équateur, autres que le Samoa allemand et Nauru	50
25. le Sud-Ouest africain allemand	50
26. les anciennes colonies allemandes situées au nord de l'équateur dans l'Océan Pacifique	50
27. l'Est-Africain (belge)	50
28. le Cameroun (français)	50
29. le Togo (français)	50
30. le Cameroun (britannique)	51
31. le Togo (britannique)	51
32. la Palestine	51
33. la Syrie et le Liban	51
34. l'Est-Africain (britannique)	51

CINQUIÈME PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR D'APRÈS LES TRAITÉS ET
CONVENTIONS CONCERNANT LE COMMERCE, LES COMMU-
NICATIONS ET LE TRANSIT :

35. Contrôle du commerce des armes et des munitions ; 10 septembre 1919	52
36. Régime des spiritueux en Afrique ; 10 septembre 1919	53
37. Réglementation de la navigation aérienne ; 10 octobre 1919	54
38. Liberté du transit ; Barcelone, 20 avril 1921 . .	55
39. Régime des voies navigables d'intérêt internatio- nal ; Barcelone, 20 avril 1921	56
40. Statut définitif du Danube ; 23 juillet 1921 . .	58
41. Réglementation du trafic ferroviaire international ; Portorose, 23 novembre 1921	59

FOURTH PART.

JURISDICTION OF THE COURT UNDER THE MANDATES :

Mandate for :

22. Nauru	49
23. Samoa	49
24. German possessions in the Pacific, south of the Equator, other than German Samoa and Nauru	50
35. German South-Africa	50
26. German Possessions in the Pacific Ocean lying north of the Equator	50
27. East-Africa (Belgian)	50
28. Cameroons (French)	50
29. Togoland (French)	50
30. Cameroons (British)	51
31. Togoland (British)	51
32. Palestine	51
33. Syria and Lebanon	51
34. East Africa (British)	51

FIFTH PART.

JURISDICTION OF THE COURT UNDER TREATIES AND
CONVENTIONS CONCERNING COMMERCE, COMMUNICATIONS
AND TRANSIT :

35. Control of the trade in arms and ammunition ; September 10th, 1919	52
36. Liquor-traffic in Africa ; September 10th, 1919	53
37. Regulation of aerial navigation ; October 10th, 1919	54
38. Freedom of transit ; Barcelona, April 20th, 1911	55
39. Regime of navigable waterways of international concern ; Barcelona, April 20th, 1921 :	56
40. Definitive Statute of the Danube ; July 23rd, 1921	58
41. Regulation of international railway-traffic ; Porto Rosa, November 23rd, 1921	59

42. Acte de navigation de l'Elbe ; 22 février 1922 . . . 60
43. Convention entre le Danemark et la Norvège (navigation aérienne) ; 27 juillet 1921 60

SIXIÈME PARTIE.

COMPÉTENCE DE LA COUR D'APRÈS DIVERS TRAITÉS, CONVENTIONS ET ACCORDS DE NATURE POLITIQUE :

44. Accord entre la Finlande et la Suède (Iles d'Aland) 62
45. Accord politique entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche ; 16 décembre 1921 62
46. Convention entre la Pologne et les États Baltes ; 17 mars 1922 63
47. Accord germano-polonais relatif à la Haute-Silésie ; 15 mai 1922 63
48. Protocole No. II relatif à la reconstruction de l'Autriche ; 4 octobre 1922 71
49. Protocole No. III relatif au même sujet 71
50. Traité entre la Grande-Bretagne et la Mésopotamie ; 10 octobre 1922 72
51. Convention commerciale entre la Suisse et la Pologne ; 26 juin 1922 72
52. Convention entre la Pologne et la Ville Libre de Dantzig ; 9 novembre 1920 73

	Page
42. Statute of navigation of the Elbe ; February 22nd, 1922	60
43. Convention between Denmark and Norway (air navigation) ; July 27th, 1921	60

SIXTH PART.

JURISDICTION OF THE COURT UNDER VARIOUS TREATIES, CONVENTIONS AND POLITICAL AGREEMENTS :

44. Agreement between Finland and Sweden (Aaland Islands)	62
45. Political Agreement between Czecho-Slovakia and Austria ; December 16th, 1921	62
46. Convention between Poland and the Baltic States ; March 17th, 1922	63
47. Polish-German Agreement with reference to Upper-Silesia ; May 15th, 1922	63
48. Protocol No. II relating to the restoration of Austria ; October 4th, 1922	71
49. Protocol No. III relating to the same subject	71
50. Treaty between Great-Britain and Iraq ; October 10th, 1922	72
51. Commercial Convention between Switzerland and Poland ; June 26th, 1922	72
52. Convention between Poland and the Free City of Dantzic ; November 9th, 1920	73

